

le monde
libertaire

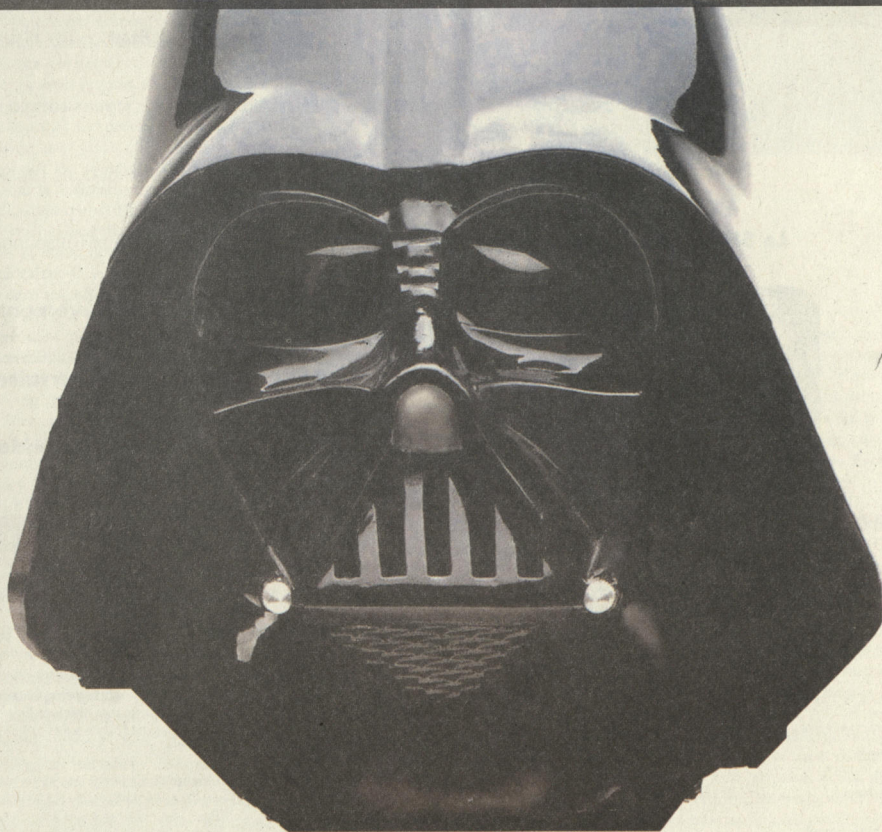
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



Blair, Hollande, Schröder, Zapatero...

La face obscure du « socialisme »



M 02137 - 1399 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Votre évangile, Madame, on meurt pour. »

Paul Verlaine (pour Louise Michel)

hebdo n° 1399

du 19 au 25 mai 2005

F-P2520

Sommaire



L'autruche a pris son lundi!, par Fred Ladrissi, page 4

Le 9^e Collectif, toujours debout, par Hanlor et Karim page 5

Architecture et études, quelles réformes?, par Thomas Hennequin, page 6

Colombie, Bogota, 1^{er} mai et violences policières, page 7

Flic-iatrie & fric-iatrie, par Jean Monjot, page 9

Moruroa: circulez!, par Daniel, page 11

Stop pub, dossier de N. Potkine illustré par C. Passevent, page 12

Feux rouges et État, par « PN », page 14

Pierre-Joseph Proudhon, sa pensée aujourd'hui, par Jacques Langlois, page 15

Une éducation différente, un livre de Marie-Laure Viaud, par Hugues Lenoir, page 18

Le SNCC aux États-Unis, André Bösiger, par le CIRA (Marseille et Lausanne), page 21



Vie du mouvement, page 22

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

20 €

38 €

61 €

Étranger

27 €

46 €

77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR 76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)
Dépôt légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



LA DÉSŒBÉISSANCE CIVILE a le vent en poupe ces temps-ci. Un éditorialiste du Monde n'hésite pas à nous prévenir: elle « devrait rester une arme de dernier recours ». Ah bon? C'est qu'elle tombe mal. Ce n'est vraiment pas la bonne période, juste au moment où l'on demande aux citoyens d'aller vers l'urne les yeux bandés pour s'administrer une nouvelle dose de libéralisme. Ils ne sont pas allés bosser en ce lundi de Pentecôte, pour peu qu'ils se désintéressent de ratifier cette constitution, voilà de quoi tourmenter l'arène politique française. Et Delors, qui est pourtant bien silencieux d'habitude, déclare dans le cas d'une victoire du non que « le devoir de vérité impose de dire qu'il peut y avoir un plan B ». C'est le genre de phrase qui peut donner le cafard à plus d'un politicien. Delors a beau préciser que ce plan B n'existe encore pas, voilà que d'une envolée lyrique il remet les compteurs à zéro d'une campagne pour le référendum qui ne volait pas vraiment plus haut que d'affirmer l'impasse du non. « C'est vrai! », disait les uns. « Ah non, tout est possible », disait les autres. Nos braves citoyens voudraient-ils enfin que les politiciens deviennent de vrais politiques. Rien n'est moins sûr, mais les électeurs de gôche commencent sérieusement à se poser quelques questions quant à la crédibilité de leurs représentants. Si c'est pas un début de désobéissance civile, ça? Delors dans son souci de démagogie, qui voudrait nous faire croire que nos politiciens sont honnêtes, n'a fait qu'émettre une évidence. En effet qui pourrait croire que ceux qui ont construit depuis plusieurs dizaines d'années une Europe libérale, leur permettant de développer l'exploitation de ceux qui pour bouffer sont obligés de leur louer leur force de travail, aurait pris le risque de remettre en cause leur édifice. La désobéissance civile, pour nous anarchistes, est un moyen d'affirmer que nous ne voulons pas nous conformer à des lois ou des usages qui ne sont pas l'expression de la volonté de tous les concernés. Quand le mouvement devient large, il permet de médiatiser l'absurdité du système parlementaire, qui ne répond pas aux exigences d'une société d'hommes et de femmes libres. Plan B ou plan Orsec, le résultat sera toujours le même, nous ne sommes que des pions sur un grand échiquier politique, et notre avis ne nous est demandé que pour légitimer une démocratie où les seuls avis qui comptent sont ceux des groupes de pression.

Grande Bretagne

Le New Labour repasse le plat pour la troisième fois



Jean-Pierre Levaray

LA NOUVELLE VICTOIRE de Tony Blair et du Parti travailliste est présentée comme « historique », car c'est la première fois que le Labour remporte une troisième victoire. La seule à avoir réussi cet « exploit » était dans le camp conservateur, c'était Margaret Thatcher, en appliquant la même magouille qu'a réutilisée Blair: l'anticipation du vote des législatives, pour être sûr de remporter les élections.

Il faut ajouter le découpage électoral qui favorise les deux grands partis, ce qui fait que les travaillistes avec 37 % des voix se retrouvent avec plus de la moitié des sièges. On notera quand même: un taux d'abstention important (57 %), une perte d'influence de Blair, notamment à cause de l'intervention militaire britannique en Irak (l'opposition à la guerre avait rassemblé 2 millions de manifestants, à Londres, le 15 février 2004), ainsi que la victoire de quelques dissidents face aux officiels du parti.

Mais qui sont Tony Blair et ce New Labour sur lesquels lorgnent avec envie tous nos sociaux-démocrates européens au pouvoir ou rêvant d'y revenir?

Tony Blair passe pour être le seul à avoir fait baisser le chômage en Angleterre. Le taux est, officiellement, de 2,7 % (alors que dans la plupart des pays européens, ce taux est à deux chiffres). Pour cela, il a réduit la durée d'indemnisation de chômage, contraignant les bénéficiaires à tout un tas d'actions, de formation et d'acceptation de n'importe quels travaux, sous peine de sanctions lourdes et de radiations (en 2003, 25 000 chômeurs ont été radiés), il a participé à la création de petits boulots de service, enfin il a donné des sommes considérables aux patrons pour qu'ils créent des emplois, souvent précaires (4,3 milliards d'euros ont été injectés dans les entreprises en 2004).

Outre le chômage, le reste de sa politique est la même que son prédécesseur, à savoir: une politique pro-États-Unis et pro-OTAN même pas cachée, ainsi qu'une politique archi-libérale, dans le droit fil de Thatcher lorsqu'elle avait privatisé le rail, fermé les mines et réprimé les syndicats. Et si Blair, en arrivant au pouvoir, avait promis de nationaliser de nouveau le transport par rail, rien n'a été fait, au contraire, les privatisations de



tous les services se sont multipliés sous ses différents mandats. Le partenariat public-privé s'est même développé dans des secteurs comme les hôpitaux, les prisons, l'école et l'armement, forçant à prendre en compte les normes du privé (rentabilité, mauvaise formation, moindre couverture, hausse des coûts, etc.).

Pour faire passer le libéralisme, Blair manie la démagogie², la compassion pour les chômeurs et les victimes, ainsi qu'un discours volontariste et sécuritaire. Il y va de ses petites phrases, et ça à l'air de prendre encore.

Pouvait-il en être autrement avec le Parti travailliste ?

Il faut remonter à sa formation. En 1900, après des années de répression contre la classe ouvrière, les syndicats décident de créer un parti, pour avoir une représentation à l'assemblée. Ils reprennent en cela les thèses des « chartistes » qui, en 1830, voulaient que des ouvriers soient présents dans les lieux de décisions politiques. Au début du XX^e siècle, ce nouveau parti est le résultat d'un compromis entre les libéraux, les marxistes et les trade-unions. Son rôle est de canaliser les aspirations des ouvriers à travers l'acceptation des règles et des institutions du système capitaliste ; les élections servant d'exutoire et évitant toute généralisation des luttes ouvrières. Le Labour Party empêche même la création de grands syndicats comme, à la même époque, en France et en Italie. Il y a des critiques dès sa création à propos de ce « parti capitaliste des travailleurs » qui est pourtant composé essentiellement d'ouvriers, mais rien ne semble l'effriter. En 1922, le Parti travailliste devient l'opposition principale aux conservateurs et, rapidement, des bureaucrates s'en emparent pour prendre des places de politiciens.

Si, après-guerre, le Parti travailliste au pouvoir fait illusion en augmentant le niveau de vie des travailleurs (ceux-ci étant en position de force dans un pays à reconstruire), en instituant la médecine gratuite et en étant le premier État-providence du monde, c'est pour mieux guider l'ensemble de la population dans les bras du libéralisme. Car, depuis, à chaque fois que ce parti a été au pouvoir, c'est pour, en alternance avec les conservateurs, faire la même politique, mais en désamorçant tout affrontement par des réformes marginales et sectorielles.

Pourquoi parler de Tony Blair et des travaillistes dans le Monde libertaire ?

Parce que la vision politique de cet individu et de son parti influe considérablement sur la politique de l'Union européenne depuis des années, que M. Kinnock, ancien chef du Parti travailliste, se montre un commissaire européen très zélé et que John Monks du même parti se trouve à la tête de la Confédération européenne des syndicats, avec les positions de collaboration de classes qu'on connaît.

C'est aussi pour ne pas oublier que derrière tout socialiste, au pouvoir ou rêvant d'y être, il y a cette même idéologie. Tony Blair est allé juste un peu plus vite, mais toute personne rêvant de pouvoir ne peut que se faire le chantre du libéralisme, même s'il affiche les meilleures intentions (avant d'être élu), même s'il est issu du syndicalisme ou de la classe ouvrière. Lula au Brésil, Solidarnosc en Pologne, en sont les exemples récents. Vouloir gouverner, vouloir se placer dans les débats politiques c'est déjà s'être tourné vers le côté obscur. « Le pouvoir est maudit » mais ça vous le savez déjà.

J.-P. L.

1. Le Monde du 7 mai.

2. En arrivant au pouvoir, Tony Blair avait offert un réveil-matin à tous les jeunes chômeurs afin de « structurer leur journée, de leur donner l'occasion de s'organiser, ce qui n'est pas toujours facile lorsqu'on est au chômage depuis longtemps ».

Quand l'autruche éternue...

Un choix

« Les fonctionnaires qui ont refusé de travailler le lundi de pentecôte ne seront pas payés. » Copé.

Quant à ceux qui ont fait le choix de travailler ce jour-là, ils ne seront pas payés non plus.

Ça se complique

« Le risque serait que le oui d'en haut occulte le oui d'en bas. »

Bayrou.

Sans oublier que le non de gauche d'en haut peut occulte le oui de droite d'en bas, lequel risque de nuire au oui de droite d'en haut, qui serait alors bousculé par le non de gauche, également d'en haut.

Ou d'en bas.

Pour quoi faire

« Je ne demande à personne de renier Chirac. » Sarkozy

Le renier, pour quoi faire ? Je vous demande juste de le trahir.

Oui à l'ail

« La constitution de l'Europe supprime la technocratie et la bureaucratie. » Lamassoure

Par ailleurs, il est scientifiquement prouvé que voter oui soulage les varices, élimine les tâches de gras et lutte efficacement contre la calvitie naissante. Enfin, que nos amis de Vesoul le sachent : si jamais le non l'emporte, fini l'ail dans la cancoillotte !

Un Majax en Vendée

« Je préfère interrompre une négociation avant qu'elle soit commencée, plutôt que de la suspendre quand elle est terminée. » De Villiers.

Relire attentivement cette phrase. Se demander par quel moyen on suspend ce qui est terminé, de même qu'on interrompt ce qui n'est pas encore commencé. En conclure que Gérard Majax préside désormais le conseil général de Vendée. Éviter de se demander dans quel climat se déroulent, au sein de cette institution, les rencontres avec les syndicats. Avec les quoi ?

Il peut le dire

« C'est une bonne idée d'avoir choisi le référendum, à condition que la réponse soit oui. » Giscard.

On croyait que Giscard l'académicien occupait le fauteuil de feu Léopold S. Senghor. On s'aperçoit que c'est en fait celui de Francis Blanche.

Il ne voit pas

« Je ne vois pas ce qui vous permet de dire que je serais proche d'un parti. » Guillaume Sarkozy, du Medef.

Heu... Les oreilles, peut-être ?

Van Houten

« Le traité est trop compliqué pour être soumis à référendum. »

Vanhanen, premier ministre finlandais.

Comme dit Robert du bistrot, c'est pas le traité qu'est compliqué, c'est les Finlandais qui sont cons. Nous, on l'a eu le rêve-à-rendre-homme, parce qu'on est moins cons qu'eux c'est tout. Au fait, Vanhanen, c'est pas une marque de chocolat ?

Reparti

« Je repars à neuf ! » Raffarin, vésicule en moins.

A neuf, à neuf... Monsieur le premier ministre est peut-être un peu excessif. Cela dit l'important est que monsieur reparte. D'où il est venu, cela va sans dire.

Frédo Ladrisse

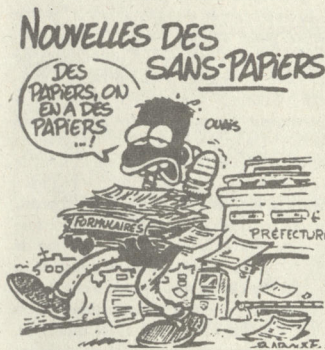
(sources : Europe 1, France Inter, Libération, le Monde).

... c'est toute la jungle qui s'enrhume.

9^e Collectif

une victoire en demi-teinte après cinquante jours de grève de la faim

« Le 9^e Collectif a reçu des coups,
mais s'est toujours relevé... »



CETTE PHRASE d'un membre du 9^e Collectif de sans-papiers de Paris en dit long sur leur détermination, même après leur triste expérience avec le Parti socialiste, en janvier dernier (cf. le Monde libertaire, n° 1386).

Le 4 mars, ce fut l'Unicef qu'ils interpellèrent, sur la situation des enfants de sans-papiers raflés dans les écoles et envoyés en centre de rétention, pris en otage pour toucher les parents. L'association caritative s'engagea alors à ne pas demander d'expulsion aux forces de l'ordre, mais dénonça l'entrave à leur collecte de printemps. À ce moment, M. Mutz, préfet de Paris, déclara étudier les dossiers et envoyer une liste des personnes régularisables. Une dizaine de jours s'écoulèrent, et rien ne vint.

Le 17 mars, douze sans-papiers, pères de famille ou célibataires, décident d'entamer une grève de la faim. Une décision individuelle, que beaucoup de membres ou solidaires du collectif appréhendent, voire désapprouvent. Mais la lutte a soudé le groupe quoi qu'il arrive, et les actions du 9^e Collectif se multiplient: interpellation de ministres lors de leurs déplacements dans des lieux publics, occupation de l'association de Bernadette Chirac, rue du Pont-Neuf... Aucune réaction de la préfecture. Aucun relais médiatique: on attend qu'ils crèvent!

Le 19 avril au matin, l'Unicef rompt son engagement, et la flicaille déboile, tentant d'arracher les grévistes de force, malgré leur état de faiblesse. Ils seront finalement évacués par les pompiers dans trois hôpitaux différents, tandis que les autres membres du collectif sont repoussés au coin de la rue. Les grévistes ne restent pas dans les hôpitaux et persévèrent dans leur détermination.

Il faut trouver un autre lieu, et vite. Ce sera la Bourse du travail de Paris, rue du Château-d'Eau, dans laquelle le 9^e Collectif espère trouver le soutien des organisations syndicales. L'accueil est hostile. Les sans-papiers sont rapidement rejoints par des intermittents qui sortent d'une action au siège des jaunes de la CFDT. Le représentant de la CGT au comité de gestion de la Bourse s'énerve devant ce flot incontrôlable aux airs de convergence de luttes.

Gros dilemme pour la CGT: cette intrusion les emmerde, mais après les démêlés avec la coordination nationale des sans-papiers et ses sombres histoires de pots-de-vin pour l'obtention de titres de séjour, elle récupérerait bien ce collectif abandonné de tous. On le tolérera donc, mais pas rue du Château-d'Eau.

On propose aux délégués l'annexe de la rue de Turbigo, mais c'est l'AG du collectif qui

décide si le déménagement doit se faire. Pour qu'elle puisse se réunir, il faut atterrir que les femmes reviennent avec les enfants scolarisés. À 17 heures, heure où le bureaucrate rentre dans ses pénates, la CGT s'impatiente. On aura beau leur expliquer que ce ne sont pas les délégués qui décident mais le collectif, Edgard Fisson, représentant CGT au comité de gestion rétorque: « La démocratie directe, c'est la chienlit! » On apprendra plus tard que la CGT trouve que le collectif a de mauvaises fréquentations, que trop d'« anars » tourment autour. Pourtant, la présence de libertaires tient au mode de fonctionnement du collectif: ce sont les sans-papiers eux-mêmes qui décident de leurs actions et non leurs solidaires.

À l'annexe de la Bourse du travail, on approche les cinquante jours de grève de la faim. La CGT propose au collectif une place au sein de leur cortège pour la manifestation du 1^{er} mai. Dès le lendemain, la Ligue des droits de l'homme et le MRAP rapploient, les médias aussi. Préfecture et syndicats appréhendent une tragédie.

Le 3 mai au matin, la préfecture procède à une évacuation sanitaire des grévistes de la faim; cependant, le reste du collectif reste sur place. En revenant à la Bourse du travail après quelques heures passées à l'hôpital, les grévistes sont plus déterminés que jamais, ils sont accueillis par les caméras et tous les partis de gauche qui affirment qu'ils ont toujours soutenu la cause des sans-papiers! Mieux vaut entendre ça que d'être sourd, mais difficile de leurrer ceux qui luttent déjà sous les gouvernements de la gauche pouibelle et qui n'ont pas vu de grande différence avec celui de Raffarin!

Le 6 mai, on apprend la régularisation des douze grévistes de la faim et de sept autres membres du collectif sur les 88 demandeurs. Après un temps d'hésitation, les douze acceptent l'hospitalisation et l'arrêt de la grève de la faim. La médiatisation retombée, les grévistes absents, les syndicats de la Bourse exigent le départ du collectif.

Le 10 mai, alors que le collectif annonce son départ le soir même, le représentant CGT menace: « S'ils restent, ce serait une occupation, et il faudrait en assumer les conséquences. » Les autres syndicats, Solidaires et CGT-FO, suivent. Le 9^e Collectif, irrécupérable, choisit donc de partir en précisant que la lutte continuera sans leur soutien!

Hanlor, groupe de Montreuil
Karim, groupe Idées noires

Quelles études, pour quelle architecture ?

DEPUIS plusieurs semaines, les étudiants en architecture sont en lutte contre l'application de la réforme de leurs études. Après des grèves éparpillées dans certaines des vingt écoles tout au long de l'année, la mobilisation prend de l'ampleur. Deux écoles parisiennes reconduisent la grève depuis le 6 avril, l'école de Normandie depuis le 3 mars; une coordination nationale se met en place. De nombreuses actions rassemblant des étudiants de tout l'Hexagone ont eu lieu et, notamment, à l'Institut français de l'architecture où plus de 400 étudiants ont occupé la tribune des « Rendez-vous de l'architecture ». Des rencontres ont déjà eu lieu avec les représentants du ministère de la Culture et la direction de l'Architecture et du Patrimoine qui n'ont pas permis de faire aboutir les revendications.

Imposée par la mise en place de « l'espace européen de l'enseignement supérieur », la réforme introduit des modifications du cursus, en profondeur. Elles seraient rendues nécessaires à la vue des difficultés rencontrées par la profession. Quand quelques stars mondiales monopolisent le discours et remportent concours sur concours, la plupart des architectes peinent à gagner leur vie. 70 % des agences ne sont composées que d'une unique personne, l'architecte lui-même qui, pour remplir son carnet de commandes, n'a d'autre choix que de s'occuper de petits chantiers très éloignés de ce que l'on enseigne dans les écoles.

On a rarement recours à un architecte. Il a bien mauvaise presse, et pour cause. Atteint d'une mégalomanie soigneusement inculquée pendant les études, il s'évertue à penser dans l'isolement un objet pourtant pratiqué par tous au quotidien: l'espace, le logement, la ville. C'est bien ces questions que soulève la situation actuelle. Quelle est la place de l'architecte dans la société? Quelle place pour l'architecture dans la culture quotidienne? Isolé des habitants, il s'éloigne toujours plus de leurs désirs d'usagers, offerts en pâture aux producteurs de pavillons de banlieue en série, destructeurs de ville. Pourtant, la ville a besoin d'architecture, les habitants ont besoin d'architectes. Afin de dépasser les modèles scientistes et abstraits des manières d'habiter, le schéma bourgeois de la propriété de son logement et ses intérêts capitalistes, l'architecte doit descendre de son piédestal pour œuvrer pour et avec les habitants. L'architecture est une œuvre collective. La véritable qualité du cadre bâti ne peut être retrouvée que dans l'action commune des habitants, des ouvriers du bâtiment et des travailleurs intellectuels de l'architecture.

C'est pourtant le processus inverse de cloisonnement et de spécialisation qui se met en place. La tendance est à réduire toujours plus la commande. L'ordonnance de 2004 des partenariats public-privé et le nouveau système « conception réalisation » restreignent davantage l'accès aux marchés publics. On charge en effet les grandes entreprises du bâtiment de la conception, de la réalisation et de l'exploitation des équipements publics (écoles, équipements sportifs, prisons, etc.) sur 30 à 50 ans! L'architecture est ainsi réduite à une simple prestation de service où les intérêts financiers détruisent toute recherche de qualité architecturale, où la rentabilité conduit à la standardisation. On sait ce que cela a produit dans les années 70.

Et la réforme des études entérine encore ce processus. Les conseils d'administration s'ouvrent largement aux professionnels, aux industriels et aux syndicats de patrons qui organisent alors la formation en fonction de leurs besoins directs et locaux. On instaure des diplômés à plusieurs vitesses en formant des architectes incapables de construire et des « super-architectes » dotés du droit d'exercice, futurs patrons d'agence. Les premiers devenant une main-d'œuvre contrainte au seul statut de salarié discipliné, offerte aux agences et aux entreprises du BTP. À ceux-ci s'ajoute la horde de stagiaires sous-payés (30 % du SMIC) qui seront obligés d'effectuer un stage long dans les milieux de la maîtrise d'œuvre. Diplômés de 5^e année, ils seront toutefois exploités quasi gratuitement, attendant désespérément la validation de leurs objectifs pédagogiques. Ils constitueront par ailleurs une concurrence et un excellent moyen de pression sur les conditions de travail et d'embauche.

En organisant une telle division des tâches, on détruit la nécessaire continuité d'un projet architectural, de sa conception jusqu'à sa réalisation. L'architecte doit être responsable de ce qu'il conçoit, en signant les permis de construire et en aboutissant le travail initié lors du projet par le chantier. Cette division du travail signifie la disparition de la cohérence et la qualité au profit d'intérêts marchands.

Espérons que le mouvement qui a lieu dans les écoles saura sortir de la voie des négociations obtuses pour remettre en débat la pratique actuelle de l'architecture...

Thomas Hennequin

T.H. est étudiant à l'École d'architecture Paris-Malaquais en grève.

Action sur le parvis de Beaubourg, le 21 avril.



1^{er} mai à Bogota

LE PREMIER MAI, journée symbole des martyrs anarchistes de Haymarket, vient une nouvelle fois inscrire une victime à la longue liste des crimes d'État. Nicolas Neira, un jeune camarade anarchiste colombien est mort après quatre jours de coma suite aux coups et blessures infligés par la police lors du défilé du 1^{er} Mai à Bogota. Cette tragédie n'est pas un accident, elle témoigne de la répression de plus en plus violente des mouvements syndicaux et révolutionnaires par le régime corrompu et fascisant du président Uribe.

Partout dans le monde, la répression policière s'abat chaque jour un peu plus sur les anarchistes et tous ceux et celles qui osent s'opposer à l'ordre capitaliste et à son corrolaire l'État répressif.

Face à la violence étatique, nous avons des armes: la solidarité et l'entraide!

La Fédération anarchiste tient à témoigner sa tristesse et son indignation, elle apporte fraternellement son soutien aux parents, amis et camarades de Nicolas.

Rouge est notre colère! Noire est notre peine!

10 mai 2005

Secrétariat aux Relations internationales
de la Fédération anarchiste francophone

relations-internationales@federation-anarchiste.org



Photos Simone Bruno



NICOLAS NEIRA ALVAREZ est mort aujourd'hui, le 6 mai, après l'agression de la police anti-émeute lors du 1^{er} mai.

Chers camarades. La vérité, c'est que ce communiqué est plein de rage et de douleur, et qu'il veut porter un message clair et précis: nous n'aurons pas peur et nous continuerons à nous battre, le poing levé.

Les faits tragiques qui se sont produits cette année lors du 1^{er} mai ne font qu'appeler à plus de combat et à plus de résistance. Camarades, ne faiblissez pas, car cette lutte doit continuer, afin que la mort de Nicolas Neira Alvarez ne soit pas vaine. Aujourd'hui, le 6 mai, Nicolas ferme pour toujours ses yeux pleins de liberté.

Sans pouvoir éviter une profonde tristesse, mais avec la volonté de continuer à se battre sur ce difficile chemin de la révolution sociale, la Croix noire anarchiste de Bogota invite les différents individus, organisations, groupes d'affinité, etc., à poursuivre leur travail et à montrer que la lutte continue et continuera, aussi longtemps que ces assassins auront le contrôle de nos vies. Nous disons « assassins » car la police n'est pas la seule à avoir attaqué Nico. C'est le système tout entier, pétri de violence, d'injustice et d'oppression.

Aujourd'hui, Nicolas allonge la liste de tous ceux qui ont donné leur vie pour respirer un air pur, libre; nous ne pouvons qu'affirmer que nous ne nous en tiendrons pas là, que Nico est vivant dans nos actes et nos sentiments en rébellion, et que ceux qui luttent et ceux qui rêvent ne meurent jamais. Aujourd'hui, nous pleurons le petit Nico. Plus tôt qu'ils ne le croient, les puissants pleureront leur chute.

Avec le chagrin amer d'une si grande perte et la volonté farouche de continuer la lutte.

Pour la destruction de tout ce qui nous fait esclaves.

La guerre sociale est inévitable.

Croix noire anarchiste de Bogota

Colombie

Violente répression policière

CETTE ANNÉE, le 1^{er} mai à Bogota, en Colombie, a été l'occasion pour la police d'un nouvel excès de zèle: Nicolas David Neira Alvarez, un jeune anarchiste de 15 ans, est mort des suites de ses blessures, samedi matin.

Comme à l'accoutumée, il y a eu ce 1^{er} mai une très grande manifestation à Bogota. Des centaines de personnes des diverses tendances des mouvements sociaux ont battu le pavé pour combattre le capitalisme. Parmi les travailleurs, se trouvaient de nombreux jeunes anarchistes qui agitaient leurs drapeaux noirs et criaient des slogans pour la liberté en écoutant des groupes de rock, sans la moindre violence. Soudain, lorsque la manifestation a atteint l'une des artères principales de la banlieue de Bogota, la police a commencé, sans la moindre provocation, à lancer des gaz lacrymogènes sur les anarchistes. Rapidement, il y eut une explosion, et la police a entrepris une violente répression, frappant les gens avec des bâtons et



tirant des balles en caoutchouc dans toutes les directions. C'est à ce moment qu'un adolescent de 15 ans, qui marchait au sein du cortège anarchiste, a été durement frappé par divers policiers. Nicolas David Neira Alvarez a alors été cerné par ces sauvages et a été tabassé jusqu'à ce qu'il perde conscience. Plusieurs camarades se sont portés à son secours et ont pu l'emmener dans un hôpital de la banlieue ouest de Bogota.

En plus de cet horrible événement, les balles en caoutchouc ont fait au moins six victimes, une personne a été blessée par un « explosif de dispersion » envoyé par la police et plusieurs manifestants ont reçu des coups sur la tête, le visage et le corps. En ce moment, les syndicats et les anarchistes essaient d'organiser une accusation publique, et il est urgent de faire connaître internationalement ces événements afin de dénoncer ces immondes atrocités commises par la police.

Croix noire anarchiste



Communiqué
de la Fédération anarchiste italienne

À Anarchist Black Cross, à Bogota
Au centre d'études libertaires, à Bogota
À tous les camarades frappés par la mort de Nicolas

Chers camarades,

Nous avons immédiatement compris, à la lecture de votre premier compte rendu, la gravité de la situation de Nicolas Neira Alvarez, et avons fait tout notre possible pour traduire et diffuser cette nouvelle. Certains groupes ont annoncé des actions en solidarité.

Alors que nous écrivons ces lignes, nous ne pouvons nous empêcher de revenir en pensée vers un jeune anarchiste de 20 ans, tué par la police à Pise, le 7 mai 1972, par les mêmes méthodes: Franco Serantini. Ces trente-trois dernières années, toutes sortes d'initiatives ont été prises en son nom (films, livres, pièces de théâtre, chansons, manifestations, une bibliothèque et une place de la ville portent désormais son nom). Pour le mouvement anarchiste italien, son image représente un facteur de prise de conscience pour tous.

Nous sommes persuadés que les camarades qui étaient proches de Nicolas réagiront de la même manière et garderont vivant son souvenir. Nous nous prononçons pour la vie, et nous voulons une vie qui n'ait pas besoin de héros. Mais nous ne sommes pas enclins à l'oubli: chaque fois que son image couvrira un mur ou du papier, ou que son nom sera prononcé, sonnera comme un acte d'accusation des pouvoirs qui ont voulu sa mort.

Le 8 mai 2005.

Comité des Relations internationales
Fédération anarchiste italienne

Flic-iatrie & fric-iatrie

Défendons le service public de soin

« L'aliéné authentique a préféré devenir fou au sens social plutôt que de forfaire à une certaine idée de l'homme. »

Artaud

Jean Monjot

Ce TEXTE est en même temps une réponse à l'article « Une prison à blouses blanches » qui, dans une vision caricaturale de la psychiatrie, critique les soignants vus de l'extérieur, sans essayer de comprendre comment les problèmes se posent à l'intérieur. La réalité des soignants est tout autre. Les infirmiers ne sont pas des gardiens de prison. Il ne s'agit pas ici de répondre au cas particulier cité dans l'article. Une histoire personnelle doit rester confidentielle et ne peut être exposée comme telle en public.

La réalité, c'est que les hôpitaux psychiatriques datent souvent du XIX^e siècle ou début XX^e siècle et n'offrent que des conditions vétustes. La faute à qui ? Pas aux soignants, mais aux pouvoirs publics qui n'ont pas donné les moyens pour rénover cette architecture.

D'autre part, la politique de santé publique menée depuis vingt ans par la droite et par la gauche a réduit considérablement les moyens et les effectifs de la santé en général, avec la privatisation qui se met en place et qui aggravera la situation. Ceci s'est accompagné d'une diminution drastique de la transmission de la culture psychiatrique dans l'enseignement des soignants. Résultat, il est fréquent que dans une unité de patients agités, car délinquants ou hallucinés, il n'y ait que deux infirmiers, voire un aide-soignant et un infirmier. Que peuvent-ils faire pour contenir la violence de certains patients contre d'autres patients ou contre des soignants, qui peut aller jusqu'au meurtre comme à Pau ? Malheureusement ne restent que les chambres d'isolement (où le seau de toilette est nettoyé plusieurs fois par jour) et le traitement médicamenteux sédatif, où il n'y a pas de cortisone, pour soulager le patient de ses pulsions irrationnelles ; l'équipe soignante n'étant pas suffisante. Quant au

pyjama, cela se fait à l'hôpital général et cela n'a rien de dégradant. Quand le patient va mieux, tout en étant encore hospitalisé en psychiatrie, on lui redonne ses habits personnels, ce qui ne se fait pas à l'hôpital général.

Ceci dit, on n'hospitalise pas quelqu'un qui n'en a pas besoin. Au contraire, vu le manque de lits, on passe des heures à en trouver pour les patients pour qui c'est nécessaire. Et les soignants se battent quotidiennement pour obtenir de l'administration un meilleur confort du malade.

L'objectif est que le patient puisse sortir de l'hôpital et avoir une place dans la cité parmi les autres, avec sa façon d'être. Le soin ambulatoire, dans des structures en dehors de l'hôpital et dans la cité, est varié selon la pathologie des patients : consultation médicale, psychologique, entretien infirmier ; visite et soutien à domicile ; foyer, appartement thérapeutique ou logement individuel ; ateliers d'activités de groupe et de création, travail en milieu protégé ou emploi normal, etc. Cela concerne la grande majorité des patients suivis en psychiatrie.

Cette prise en charge reconnaît que la personne ne se réduit pas à son trouble psychique. Une personnalité a de multiples aspects, de même l'histoire de l'individu, qui ne relèvent pas forcément d'un abord psychiatrique. Le savoir psychiatrique et psychanalytique a son intérêt et ses limites, comme tout savoir, et il n'explique pas tout.

Les soignants ont leurs qualités et leurs défauts, mais qui n'en a pas ? Ils font un travail difficile, parfois dangereux, dans des conditions de plus en plus pénibles. Ils essaient pourtant, malgré le manque de moyens, de traiter au mieux le patient en le considérant comme une personne humaine et un individu





avec son histoire personnelle, patient souvent rejeté par la société et que la psychiatrie, elle, accueille. La psychiatrie, c'est aussi ce fou qui nous interroge sur notre société, notre existence personnelle et nos certitudes.

Psychiatrie et non flic-iatrie

Les soignants se battent contre la politique de santé actuelle et le risque de dérive. Le soin n'a pas pour vocation de normaliser pour une adaptation à une société par ailleurs contestable, mais d'apporter le mieux-être au patient et une existence parmi les autres. (Un patient hurle la nuit car il est pris d'hallucinations avec un vécu de chaos de lui-même et du monde dans une angoisse massive. Il en souffre et est rejeté par son voisinage pour ses troubles. Le soin le soulage de sa maladie et améliore sa vie personnelle et sociale. Ce n'est pas une normalisation).

À propos de la violence, l'administration embauche des agents de sécurité et de maintenance pour pallier manque de soignants, dans l'illusion d'avoir réglé le problème. Les agents de maintenance sont nécessaires mais ne remplacent pas des soignants, ni les agents de sécurité. Or la même situation, le même acte violent peut avoir des significations différentes et nécessiter des réponses différentes, selon la pathologie et le patient. Ainsi un schizophrène entend des voix qui l'insultent et croit que cela vient d'un soignant. Il agresse le soignant. Les soignants doivent être en nombre pour contenir la violence et traiter les hallucinations auditives, ce que ne peut pas faire un agent de sécurité. Les soignants demandent donc que le personnel soit augmenté pour avoir des réponses cliniques et thérapeutiques, et non des agents de sécurité qui instituent une réponse non thérapeutique dans un lieu de soin.

Si un patient chez lui est très dangereux, parfois armé, c'est la police qui devrait intervenir, les soignants étant impuissants dans cette situation. Mais la police ne se précipite pas, alors qu'il s'agit de mettre en place une hospitalisation d'office pour des soins qui éviteront des violences graves, voire meurtrières. Comment supprimer la police et par quoi la remplacer pour régler ce genre de problème, la question est posée. La loi sur la délinquance de Sarkozy institue que « tout malade mental

est un délinquant potentiel », ce qui est faux. Tous les patients ne sont pas délinquants, et tous les délinquants ne sont pas des malades. Cet amalgame fallacieux criminalise la maladie, dans un retour aux méthodes fascistes. Le déprimé suite au décès d'un proche est-il un hors-la-loi à dénoncer aux forces de police? On sait par ailleurs que les patients traités sont statistiquement moins dangereux que la population dite normale.

Un autre texte de loi dénonce « l'absence de différenciation entre prévention et politique sociale à l'origine d'une culture de l'excuse sociale et économique au comportement délinquant ».

Le délinquant justifierait ses actes pas sa condition sociale. Certes, le social n'explique pas tout, mais il est faux de nier qu'il a des conséquences. Ce déni de la sociopathie indique le refus de régler la question sociale. La prévention socio-éducative a été réduite pour les mineurs avec un renforcement de la répression.

On peut se demander si cette sociopathie ne s'ajoute pas aux troubles psychiques, amenant dans les services une montée de la violence. Le risque est double, incarcérer des gens qui relèvent du soin ou de la prévention socio-éducative, ou à l'inverse demander à la psychiatrie de régler les problèmes de violence sociale. La psychiatrie et ses agents de sécurité deviendraient un appendice de l'appareil juridico-policier avec obligation à la délation. Dans le même temps, la justice a tendance à se débarrasser des problèmes sur le psychiatre qui doit garantir la non-récidive des détenus après leur sortie, ce qu'elle ne peut faire. L'obligation d'un suivi psychiatrique se substitue à la demande du patient et limite un projet de soin. Certains détenus même manipulent le suivi psychiatrique pour justifier leurs récidives par leur « maladie », pervertissant le soin.

Cet ensemble de faits entraîne une dérive inacceptable de la psychiatrie vers la flic-iatrie. Toutes ces manipulations perverses viennent justifier la dérive fascisante d'une paranoïa sécuritaire de l'État.

Patients exclus du soin par la fric-iatrie

La politique de santé actuelle défavorise les plus démunis. L'attribution de l'aide médicale de l'État a été réduite. La CMU n'est accordée qu'à ceux qui ont des papiers en règle. Ceux qui gagnent peu, l'« allocation adulte handicapé », par exemple, gagnent trop pour avoir droit à la CMU, mais pas assez pour se payer une bonne mutuelle. La privatisation de la

Sécurité sociale aggraverait pour eux la situation », ce qui est faux. Tous les patients ne sont pas délinquants, et tous les délinquants ne sont pas des malades. Cet amalgame fallacieux criminalise la maladie, dans un retour aux méthodes fascistes. Le déprimé suite au décès d'un proche est-il un hors-la-loi à dénoncer aux forces de police? On sait par ailleurs que les patients traités sont statistiquement moins dangereux que la population dite normale.

Le gouvernement a promulgué un décret, dans l'indifférence des médias, des partis et des syndicats, sauf la CNT, qui exclut certains patients du 100 % qui ne sera accordé qu'après un an suivant les premiers troubles et pour un handicap majeur. Pourtant, les pathologies psychiatriques remontent souvent à des difficultés de l'enfance et nécessitent une longue prise en charge, entrant dans les « affections de longue durée » donnant droit au 100 %. Les troubles psychiques ont pu être compensés jusqu'au jour où ils deviennent manifestes. Le patient devra payer la première année de traitement, y compris l'hospitalisation, ce qui va à l'encontre de dépistage précoce et de la prévention. Par ailleurs, l'état de santé peut s'améliorer grâce au soin et ne plus présenter de handicap majeur; il nécessite pour autant la poursuite de la prise en charge. Les patients devront alors payer. Ils sont pénalisés d'aller mieux. L'efficacité thérapeutique est sanctionnée. Cette loi est contraire à l'éthique du soin.

Or ces patients, du fait de leurs difficultés psychiques, sont le plus souvent dans une situation sociale défavorable et ont du mal à trouver une place sociale dans cette société capitaliste.

Réciproquement, les difficultés sociales d'une personne peuvent engendrer des troubles psychologiques, ou décompenser des troubles préexistants. La psychiatrie est confrontée à ces deux problèmes, sans moyen pour régler le social. Les demandes de soin augmentent alors que les moyens diminuent. Tous ces patients n'auront plus les moyens financiers pour payer une bonne mutuelle et le soin.

Les prises en charge sont souvent difficiles. Les patients sont parfois réticents, ou n'ont pas conscience de la nécessité du soin. L'obstacle financier va rendre le soin encore plus compliqué, avec le risque de violence de patients non traités. Avec la privatisation du service public, la rentabilité financière pour dégager du profit va réduire les structures de soin et les effectifs. Seuls, les patients aisés pourront se faire soigner correctement. Les autres seront exclus du soin par la fric-iatrie.

Il faut dire non à la dictature de l'argent et à la misère sociale qu'elle engendre, et défendre une santé publique de qualité accessible à tous, pour du soin et non du contrôle social, avec des moyens, des structures et des effectifs suffisants.

J.M.

Jean Monjot est adhérent individuel à la FA, Paris.

Moruroa

Essais atomiques : rien à signaler

LA DÉCOLONISATION aidant, la France quitte l'Algérie et sa base de Reggane et continue sa course à l'armement atomique. En 1966, c'est la Polynésie qui accueille les essais pour la bombe thermonucléaire, la bombe H. En échange, on propose au gouvernement local fan- toche de la Polynésie le tourisme de masse, des infrastructures, des finance- ments.

Hao sera la base arrière, et Fangataufa et Moruroa seront les centres de tir. Au total, jusqu'en 1995, quelque 193 essais auront lieu, et 80 000 hommes aideront à la réalisation de ces expériences mili- taires. Les essais dans le lagon de Moruroa étaient effectués avec des bombes sur des barges flottantes ou accrochées à des ballons aériens. Les monstrueuses explosions soule- vaient des masses d'eau chargée de radioac- tivité qui retombaient dans le lagon. Or cette eau contaminée servait à alimenter les cuisines et les sanitaires des résidents et tous se baignaient dans le lagon.

Comme au cours des essais nucléaires en Algérie, l'état-major enverra des hommes sur des bateaux ou dans des avions pour étudier les sites des explosions, et ce toujours sans protections adaptées. Les hommes et le maté- riel, chargés de poussières radioactives, seront donc lavés à grande eau, eau qui s'écoulera encore une fois dans le lagon de Moruroa... On laissera aux vents et aux courants marins le soin d'éloigner les pollutions atmosphériques ou radioactives sans se soucier des retombées pour la faune et la flore. Les hommes du Commissariat à l'énergie atomique, comme sur la base d'essais de Reggane en Algérie, bénéficiaient de tenues adaptées. Les militaires et les Polynésiens étaient en tenue d'été lors des essais. Les témoignages sur ce point ne manquent pas. L'un des décontaminateurs, sous-traitant local de l'armée, est décédé. Un autre homme, ex-militaire, a aujourd'hui de l'uranium dans le sang. Mais combien de cas méconnus, morts suspects ou maladies



graves, empêchent d'avoir une vision d'en- semble de cette sinistre bavure militaire? Car, là encore, alors que les effets de la radioactivité étaient connus, que des matériels et procé- dures existaient pour empêcher la contamina- tion, l'armée sacrifiera les hommes. Comme à Reggane. Pierre Messmer, ministre de la Défense nationale jusqu'en 1966, a déclaré cyniquement en décembre 2004 au cours d'une émission télévisée consacrée aux « irra- diés de la République » : « Nous sommes fiers d'avoir réalisé un armement nucléaire. Toute grande œuvre a des conséquences qui ne sont pas toutes excellentes, mais c'est le résultat qui compte. »

En tout cas, les éléments manquent pour évaluer avec justesse si les pathologies des tra- vailleurs polynésiens sont liées (et dans quelles proportions) aux essais atomiques. Ce sont à la fois les irradiations par exposition directe et la contamination par ingestion (eau ou aliments contaminés) qui sont les sources des maladies ou des morts. Voilà des années déjà que des vétérans et les populations poly- nésiennes réclament la vérité. Ils demandent la création d'un fonds d'indemnisation, ce qui reviendrait à valider la responsabilité de l'État. Une équipe de Médecins du monde a mené une étude épidémiologique en

Polynésie pour étudier le cas des 4 500 travailleurs qui ont participé à la réalisation des essais. Car il y a toujours une inconnue de taille : quels seront, à terme, les effets des radiations sur les populations locales? Quels dégâts ont occasionné ces essais atomiques sur la faune et la flore?

Un Comité de liaison pour la coordi- nation du suivi sanitaire des essais nucléaires a été créé le 15 janvier 2004, composé uniquement de représentants des ministères de la Santé et de la Défense. Cette commission d'État est donc à la fois juge et partie sur ce dossier, les associa- tions de Papeete ne s'y sont pas trompées.

Le 8 avril, un rapport d'activité de ladite commission a été rendu public. Ce rapport s'appuie sur une enquête menée en 1998 par l'Agence internationale de l'énergie atomique (dépendante de l'ONU dont le Conseil de sécurité est composé des cinq puissances nucléaires) qui « concluait à l'impossibilité de pouvoir diagnostiquer médicalement un effet sanitaire imputable aux expérimentations tant sur le long terme que le court terme... ».

Or, des épidémiologistes indépendants suggèrent que des anomalies chromoso- miques sont imputables aux expérimentations nucléaires. Une association de défense des irradiés, l'AVEN, affirme que le taux de cancers chez les ex-militaires est le double de la moyenne nationale, et que certains cancers du système sanguin sont jusqu'à cent fois plus fréquents. Environ 25 % des vétérans ont été affectés de stérilité temporaire ou permanente.

Dans cette triste affaire, on constate encore que le nucléaire est inoffensif et ses effets parfaitement contrôlés; que l'État est responsable et prompt à rendre des comptes aux citoyens qu'il représente; et l'armée, paci- fique, comme à son habitude, soucieuse de ne pas sacrifier des vies inutilement.

Daniel

groupe Gard-Vaucluse de la FA

Stop pub

Nestor Potkine

LES ANTIPUBS PERSISTENT, à preuve ces photos prises dans le métro parisien. À quand des photos de panneaux détournés à Béziers ou d'affiches recouvertes à Lille? Ces jours derniers, à Paris, le métro est couvert d'affiches anonymes représentant des gens en train de bâiller; nous sommes nombreux à ne pas résister à la tentation d'y écrire en grosses lettres: « Oui, la pub nous ennuie. » Histoire de donner un contrepoint à ces photographies, voici une interview d'une antipub tenace. Évidemment anonyme. On se souvient du procès des 62 personnes que la RATP avait accusées des actions collectives de Stop pub. En mettant ce coup de frein aux grossés actions annoncées, la Régie Asservie Totalement Publicitaire (j'ai vu ça sur une affiche... de la RATP évidemment) a mis un coup d'accélérateur aux petites actions imprévisibles. Allez, ça commence:

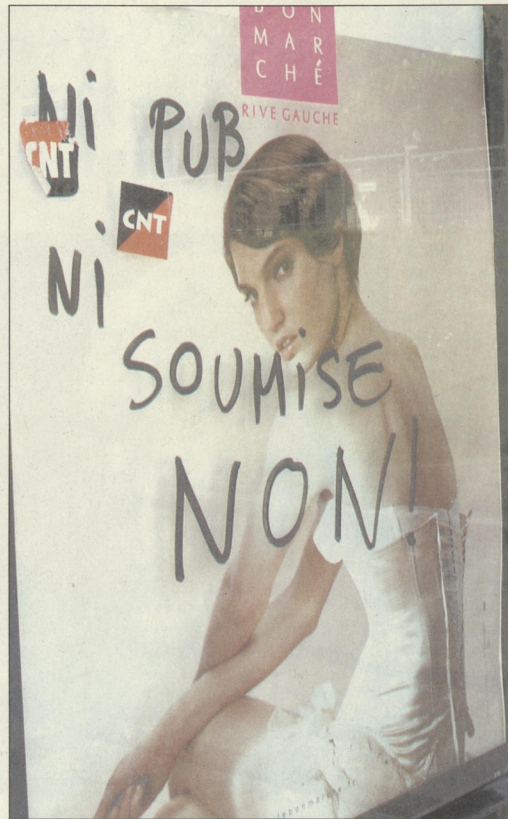
« Qu'est-ce que vous faites, je dis vous, puisque si j'ai bien compris, vous êtes un petit groupe? »

— On s'est connus pendant les actions de Stop pub. Et c'était tellement agréable de pouvoir enfin répliquer à la pub que, même si le procès des 62 a jeté un seau d'eau froide, on voulait continuer. Seulement, on s'est dit qu'on allait s'y prendre un peu méthodiquement pour éviter de se faire choper. On se choisit une petite station sans trop de sorties différentes.

— Pourquoi petite?

— Parce que dans une petite station, il y a moins de sorties d'où les flics peuvent débouler, et on a plus de chances de repérer les flics en civil parce qu'il y a moins de monde sur les quais et dans les couloirs. L'avantage des gros bras de la RATP, c'est que eux on les voit de loin. Les en-civil, c'est plus difficile mais enfin, il ne s'agit presque jamais de femmes, ils n'ont jamais de bagages qui les empêcheraient de courir, jamais de vêtements encombrants ou trop voyants; c'est pas beaucoup comme critères, mais ça aide.

Une fois qu'on s'est mis d'accord sur une station, sur le jour et l'heure, chacune et chacun y passe un jour ou deux à l'avance, pour décider quoi faire, quoi écrire, où. Quand ça démarre, on a une personne sur le quai d'en face, une à l'entrée principale et une troisième à une autre entrée-sortie. On a un signal d'alarme franchement marrant, mais on se le garde, désolé pour l'employé des RG chargé de dépouiller ton journal! On attend que les rames soient parties, et s'il n'y a personne qui ressemble à un flic en civil, on se lâche. Quand



Photos Christiane Passevant



Endettez-vous! Pour lavage de cerveaux collectif.

Défendre la liberté de perception



Vous trouvez normal qu'on vous mente?



Et à part cet espace vert, la pub pollue 75% de notre vision.

on sait d'avance ce qu'on va écrire, c'est fou ce qu'on arrive à faire entre deux rames!

En général, on va dans deux stations différentes, jamais sur la même ligne. On va de l'une à l'autre à pied. Une fois par mois, deux quand on peut. C'est pas beaucoup, mais ça permet de durer. On se dit que si d'autres mini-groupes fonctionnaient comme ça, ça amplifierait le phénomène, sans pour autant faciliter la répression.

— Quelles sont les réactions des gens qui vous voient au travail?

— Comme on va dans des petites stations avec très peu de monde, les gens réagissent très souvent. Il y a ceux qui haussent les épaules, ceux qui se tapent l'index sur la tempe, ceux, nombreux, qui confondent tag et antipub, en général des personnes âgées. C'est en particulier pour eux qu'on essaie d'écrire des choses plutôt drôles. Et ça nous permet de leur dire, vite parce qu'on ne s'attarde pas: « Vous voyez, avec ça, la pub c'est plus joli! » On essaie aussi de ne jamais écrire à la deuxième personne du pluriel: tous ces messages du style « Réveille-vous! » « Ouvrez-vous les yeux! », ça donne l'impression qu'il y a d'un côté l'élite libre, de l'autre les moutons imbéciles. On met toujours plutôt des « nous », plutôt « DétournONS la pub! » que « DétournEZ la pub! ».

Mais il y a aussi tous ceux qui nous approuvent, qui applaudissent. Le mieux, c'est quand les gens sur le quai se mettent à discuter entre eux! Enfin le mieux, c'est aussi quand on s'aperçoit que ça marche: toi aussi tu as remarqué que, dans plein de couloirs impossibles à surveiller où tout le monde s'en donnait à cœur joie sur les affiches, la RATP a fini par enlever les panneaux.

— Y'a pas que le métro dans la vie...

— Non, il y a les abris à repeindre, il y a les entrées de sièges sociaux dont les caméras de surveillance ne prennent pas tous les angles, il y a les panneaux JC Decaux où les affiches sont sur rouleau mobile, et ceux-là sont gérés à partir d'un petit panneau électrique à la base, avec une petite porte très vulnérable au chewing-gum bien collé sur la serrure. Il y a les virées sur les jolies routes de France salopées par des gros panneaux. Pour eux, il y a l'astuce des antipubs canadiens, une canne à pêche, au bout de la canne à pêche une bombe de rouge, ou de vert, ou de rose, enfin ce qu'on veut, et le fil à pêche permet d'appuyer sur le bouton de la bombe à couleur, et hop! au lieu du CONTRAT de confiance, on n'a plus que le rat. »



L'accumulation de biens fait-elle le bonheur?



Pourquoi la pub licite est?



« Les feux rouges on s'en fout, nous on veut plus d'État du tout ! »

LA RIME EST CHARMANTE. Mais, les feux rouges, les lignes jaunes, les panneaux bleus, l'arsenal du Code de la route, n'est-ce pas un vieil argument que l'on oppose à l'anarchisme? Si ces contraintes n'existaient pas, l'hécatombe, déjà intolérable, ne deviendrait-elle pas inimaginable? Et n'est-ce pas un accroissement de la répression, de la contrainte qui amène une diminution du massacre?

L'argument nous embouteille et nous ne nous en sortons, en général, qu'en embrayant sur les autres vices de la voiture. Mais voilà qu'un Hollandais, probablement pas anarchiste pour deux sous, accomplit l'inimaginable. Hans Monderman, ingénieur civil, construisait dans les années 1970 des autoroutes. On compte peu de révolutionnaires parmi les fabricants d'autoroutes. Le gouvernement hollandais le chargea d'étudier les moyens de diminuer les accidents en Frise. D'abord, il fit appel aux « moyens psychologiques de calmer la circulation ». On amincit la route (les automobilistes ralentissent quand ils se jugent trop proches les uns des autres), on mit des arbres et des fleurs (c'est joli, ça détend, ça ne ressemble pas à un circuit de Formule 1), et aussi des briques rouges sur le sol (les briques ça fait passage piéton) et des fontaines (les fontaines ça fait femmes et enfants).

Et puis un jour il eut une idée: dans un petit village, un petit village qui avait la malchance de servir de lieu de passage à six mille voitures quotidiennes qui refusaient obstinément de ralentir, il enleva tout. Les lignes jaunes, les feux rouges, les panneaux blancs. Tout.

Panique? Oui, panique des conducteurs stupéfaits. Qui, du coup, ralentirent. En deux semaines, la vitesse moyenne des voitures dans ce village diminua de moitié. La trouvaille était si belle qu'on lui a demandé de répéter le miracle dans bien d'autres lieux. Et ça marche! Drachten, une ville hollandaise, possède un



carrefour à 20 000 voitures par jour. Sa technique y a été appliquée. Non seulement il n'y a pas encore eu un seul accident mortel partout où il a passé le balai, mais les taux d'accidents ont bien baissé. À l'heure qu'il est, l'expérience est tentée en Espagne, au Danemark, en Autriche, en Suède et en Grande-Bretagne. Les accidents ont baissé, ils n'ont pas disparu. En outre, les analystes de la circulation pensent que 15 % de conducteurs, règles ou pas règles, répression ou pas répression, continueront à considérer les piétons et les autres conducteurs du même œil qu'Hitler les juifs ou Franco les anarchistes. Ce qui, soit dit en passant, renforce la thèse que la voiture est une technologie douteuse qu'on devrait limiter à des usages bien précis.

La théorie derrière cette idée s'appelle « l'espace partagé ». Lorsque l'on environne le conducteur de panneaux, on lui envoie plusieurs messages: 1. La voiture, sa vitesse, ses aventures sont ce qu'il y a de plus important, le reste est secondaire. 2. Puisque les panneaux et les règles sont là, la route a été rendue sûre par Ceux-Qui-Savent, et il suffit de regarder les panneaux pour bien conduire. 3. Les vilains, les affreux, certains eux aussi que la route est sûre, pensent qu'alors eux, les loups agiles, peuvent se faufiler entre les moutons imbéciles. Monderman rajoute un quatrième message. Il emmena un urbaniste en plein cœur de

la campagne hollandaise où, kilomètre après kilomètre, ruminait les vaches (vieux dicton: la Hollande a trois fleuves, le Rhin, la Meuse et le fleuve du lait de ses vaches). Au beau milieu, un panneau flambant neuf avec la silhouette d'une vache. Et de dire: « À quoi s'attendre ici? à des kangourous? À traiter les gens en imbéciles, ils agissent en imbéciles. »

Puis, la théorie de l'espace partagé dit qu'en supprimant toutes ces expressions de la voiture comme seul et unique critère de l'action, on extrait le conducteur d'un

espace où n'existe que lui, pour le mettre dans l'espace réel, c'est-à-dire l'espace partagé. On ne ralentit pas pour Grand-Mère si d'aventure Grand-Mère attend hors des clous pour traverser. Mais s'il n'y a plus rien, on conduit moins vite, puisqu'on ne sait plus ce qui va se passer, et on sait qu'il n'y a pas d'endroit privilégié pour Grand-Mère, alors si l'on voit Grand-Mère, on la laisse passer.

Le principe caché est de rendre à chacun sa responsabilité et son sens de la communauté, que la communauté, ou plutôt l'autorité, lui avait pris. L'anthologie d'humour à l'usage des anarchistes appelée le *Trésor des méchancetés* cite cette célèbre définition: « Forcés de l'ordre; n'ont pas besoin de se forcer pour créer le désordre ». Elle cite aussi Orwell: « En politique, il n'y a pas de crimes, parce qu'il n'y a pas de lois ».

Si nous revenons au débat entre anarchiste et non-anarchiste, le non-anarchiste risque de lancer: « Monderman lui-même pense que sa technique ne marcherait pas sur les autoroutes à Ferrari. » Notre réponse a de la reprise: « Dans une société vraiment libre, trouverait-on quinze mille personnes pour décider de gaspiller une énorme quantité de ressources, dont leur propre vie quotidienne, à fabriquer six cents Ferrari par an? »

Nestor Potkine

Pierre-Joseph Proudhon

L'intérêt de sa pensée aujourd'hui



Jacques Langlois

HISTORIQUEMENT, il y a eu un combat permanent entre deux grandes écoles du socialisme. Le socialisme libertaire ou anarchisme sociétaire de Proudhon s'est opposé au socialisme autoritaire (ainsi que l'a dit Bakounine) communiste ou blanquiste. Le réformisme proudhonien a été longtemps proscrit par la thèse de la révolution, de la table rase. L'évolution en profondeur et avec lenteur de la société civile a été critiquée par les tenants de la stratégie de la prise du pouvoir d'État par la violence et par un petit groupe révolutionnaire décidé (Lénine, mais aussi Bakounine et Auguste Blanqui). Le but révolutionnaire était le même, mais la stratégie différait. D'aucuns privilégiaient le registre politique pour conduire la révolution.

Proudhon disait : « La révolution politique est... le but, la révolution sociale est le moyen. » (*Confessions d'un révolutionnaire*). Ce qui, du reste, l'a opposé à tous les « socialistes utopiques » et, bien sûr, aux « socialistes scientifiques » marxistes. Jusqu'en 1920, en France, l'approche proudhonienne : action sociale et directe, primat des situations et combats de terrain, démocratie participative dans l'émergence des résistances, action directe, a dominé. Puis la révolution russe de 1917 a fini par imposer son modèle avec les « 21 conditions » de Lénine imposées au congrès de la

SFIO en 1920, ce qui a conduit à une scission par création de la SFIC (Section française de l'Internationale communiste par différence avec le O de SFIO, signifiant ouvrière), communiste. Lequel congrès a fait se scinder la CGT en 1921. Connaître cette histoire ou l'esprit proudhonien a fait conserver la flamme d'un socialisme démocratique que ne peut qu'inciter à faire retour à Proudhon.

Dans ce long cheminement, Proudhon a fourni des éléments théoriques fondamentaux sur de nombreuses variations, à de nombreux courants. Fernand Pelloutier, père des Bourses du travail, y a puisé. L'anarcho-syndicalisme en a retenu plusieurs leçons, notamment celle de la primauté du social sur le politique ou celle de l'action de « classe » séparée pour construire son propre projet de façon autonome et par « l'action directe ».

Tradition qui fut reprise par le syndicalisme révolutionnaire. L'anarchisme, dont le père est « l'immortel Proudhon » (Kropotkine), s'est ramifié en Espagne, en Italie. Il arriva ensuite en Argentine via l'émigration italienne, ce dont on retrouve des traces dans le « justicialisme » de Peron, en Russie avec les Narodniki ou socialistes-révolutionnaires et les soviets (ce qui a été démontré par Georges Gurvitch), aux États-Unis. Il y a eu aussi une influence sur le travaillisme anglais, par l'entremise des époux



la dialectique casse les briques et vice-versa



Webb (la Société fabienne). L'importance du proudhonisme sur le mouvement mutualiste et coopératif n'est pas à prouver. Moins connue est l'inspiration proudhonienne dans l'approche solidariste menée par le parti radical en France avec Léon Bourgeois. C'est le solidarisme qui nous a valu la création de la Sécurité sociale juste après la Seconde Guerre mondiale. En philosophie, Proudhon a anticipé le pragmatisme né aux États-Unis. De nombreuses idées proudhoniennes ont été reprises, alors qu'on les avait jugées utopiques. Par exemple, notre auteur, avec sa banque du peuple, a donné des idées à Silvio Gesell, théoricien d'une monnaie parallèle, dite monnaie fondante. Proudhon a proposé une « pédagogie active » et collective, à la façon de l'imprimerie à l'école mise en place par Célestin Freinet.

Proudhon a inventé un nouveau type de fédéralisme : non pas seulement politique et territorial, à la mode états-unienne ou suisse ou allemande, mais un « fédéralisme socio-économique et politique ». Proudhon avait proposé que l'éducation-formation devienne permanente. Ce ne fut créé qu'en 1971 avec la première loi sur la formation permanente. Notre « réformiste » a imaginé le premier la prise en charge socialisée (mais non étatisée) des services publics, qu'il appelait « compagnies ouvrières », détenues en main commune par les territoires (de la commune à la nation en passant par les régions) et autogérées par leurs employés. Du reste, toute son action allait vers ce qui s'est appelé par la suite « autogestion ».

Il a voulu mettre en situation de négociation et d'information réciproque les producteurs et les consommateurs au sein d'un « syndicat général de la production et de la consommation ». Il avait proposé une chambre socio-économique, dont l'actuel Conseil économique et social est un pâle reflet, dans le cadre de son fédéralisme socio-économique. La situation géopolitique, géo-idéologique actuelle fait renaître son œuvre.



En effet, le communisme et le socialisme autoritaire se sont effondrés, dans les trois registres politique, économique et idéologique. Le libéralisme et le capitalisme tiennent seuls le haut du pavé. À « gauche », il n'y a plus de théorie, donc de pratique sérieuse à mettre en œuvre et d'idées faisant contrepoids au libéralisme échevelé et envahissant. Il devient urgent, évidemment dans un contexte international, de faire une analyse critique du monde libéralo-capitaliste actuel, de bâtir un projet et de définir une stratégie. Là, l'œuvre théorique et pratique de Proudhon serait une source très importante d'idées et de propositions d'action.

Mais, comme il disait, avant de proposer, il faut critiquer (sa devise est *Destruam et Aedificabo*, je détruis et je construis). Et sa critique fondamentale réside dans « l'analyse de la société ».

Proudhon a démonté, a « déconstruit » la « triple aliénation » formant système d'interdépendance, que donnent l'économie, la politique et l'idéologie (donc le « bloc historique » de Gramsci). Sa sociologie est à la base de son « réalisme social » (Jean Bancal), que l'on retrouve dans sa conception de l'art et de la justice comme réalité. Cette sociologie s'oppose à celle du système, de la totalité, de la détermination, de la structure qui nie l'acteur, le sujet, les aléas, les interactions. Elle met en « relation interactive l'individu, le groupe et la société », et conserve et l'individu autonome et créateur (au contraire du collectivisme ou du communisme, voire du communautarisme) et la collectivité en tant qu'entité existante et non comme simple collection d'individus (au contraire d'un certain individualisme libéral).

Cette approche qui reconnaît l'existence de la société sans rejeter les droits de la personne peut recevoir à bon droit le qualificatif de personnaliste. La complexité, l'incertitude, la pluralité des sociétés modernes font renaître la sociologie proudhonienne qui ne fut pas seulement celle d'un moraliste impénitent ou d'un juriste madré.

C'est au nom de son analyse de la société, celle qui est et ce qu'elle devrait être (« aedificabo » normatif), que Proudhon a débouché sur une conception totalement nouvelle de la démocratie et des rapports entre société civile et pouvoir politique.

Cela amène à d'autres résurgences proudhoniennes. La pensée systémique, l'approche dialectique et même « dialogique » (Edgar Morin) sont déjà largement en germes chez notre anticipateur. Cela explique son refus de « l'absolu », qui gèle tout progrès des libertés, sa dénégation du dogmatisme, sa conception de l'unité dans la multiplicité, de la liberté dans l'interdépendance : « L'homme le plus libre est celui qui a le plus de relations avec ses semblables... » (*Confessions d'un révolutionnaire*).

Cependant son « systémisme » ne signifie pas systématique ou esprit de système : « De

système, je n'en ai pas; j'en repousse formellement la supposition. Le système de l'humanité ne sera connu qu'à la fin de l'humanité. » (Article du Peuple, paru en 1849).

Proudhon s'en est pris à la dialectique hégélienne. Il lui a opposé la sienne qui est tout à fait d'actualité. Du reste, c'est la dialectique proudhonienne, car notre polémiste ne cesse de dialoguer, qui est à l'origine de sa sociologie multidimensionnelle.

C'est pourquoi il s'est intéressé à tous les sujets. C'est pour cela qu'il fut un journaliste de premier ordre avec ses journaux censurés et pénalisés presque aussi vite qu'ils reparaissaient sous un autre nom.

C'est en quoi il développa une correspondance phénoménale. C'est cela qui explique une pensée extrêmement ouverte et plastique, n'hésitant pas à se récuser elle-même quand de nouveaux éléments apparaissaient. Loin des universitaires, des rentiers de la pensée, des « intellectuels en moleskine » (Péguy), des « penseurs à nacelle », « des gens de lettres », il a surtout conduit un itinéraire constaté plus que prévu ou organisé, à géométrie variable en fonction des aléas de la route.

Cette pensée qui refuse l'esprit de système, l'achèvement, la perfection, l'absolu, c'est cela qui fait aussi l'intérêt de quelqu'un qui s'est lui-même qualifié de « sans-culotte de la pensée », et dont la doctrine a été présentée comme « une doctrine à feux tournants » (Célestin Bouglé).

Proudhon nous aide à « refuser une conception de l'intérêt général conçue par le haut et descendant vers le bas ». Ledit intérêt général n'appartient pas aux seules élites politiques. Comme l'a montré notre auteur, il est émergent comme suite au débat public entre tous les acteurs de la société.

Or, les libéraux absolus prennent prétexte de la complexité, de l'aléatoire, des effets non voulus, voire pervers, des décisions, pour faire du « wait and see », le nez au vent, et conduire « la politique du chien crevé au fil de l'eau » (Metternich). Non, il faut un projet des classes ouvrières...

Proudhon en économie n'est pas si négligeable. Le premier, il avait songé à une sorte de « tableau d'échanges inter-économiques » (Jean Banca l'a prouvé). Il a proposé des solutions de financement des investissements productifs et de la circulation des biens et de la monnaie. Il a, en fait, conçu une théorie moderne de la valeur (vocabulaire d'époque) qui débouche sur une pensée des prix relatifs évoluant sous l'emprise de l'innovation technique et des progrès différentiels de productivité. Sa théorie, dite de la « valeur constituée » (Philosophie de la misère), revient à établir que tous les produits forment système de prix de revient, qu'on ne peut calculer la valeur d'un produit, mais simplement sa position dans une échelle, que plus de productivité pour un bien échangeable le fait descendre dans la ladite échelle, que la concurrence réelle actualise ce repositionnement. Proudhon est un

économiste politique et non d'économie pure, formelle, théorique, mathématique en dehors du champ social.

Il est surtout un penseur d'une autre conception de la « micro-économie », en partant non d'individus atomisés et disposant tous de la même logique et des mêmes besoins, mais de la firme en tant qu'entité collective fondée sur la coopération entre parties prenantes (y compris les salariés), car ce qui l'intéresse le plus ce sont les relations de travail, l'organisation et la division du travail. Il a amplement montré que l'organisation participative et coopérative était à la fois plus juste et plus efficace que la division parcellaire et hiérarchique du travail.

Ce qui peut aussi renouveler notre intérêt, c'est le goût de notre auteur pour la nature, pour la « simplicité ». Il se contentait d'une modeste aisance, refusait la mode, l'affectation. Il se moquait de son apparence vestimentaire. Il n'était pas à l'aise du tout en public, dans les réceptions, dans tout ce qui serait aujourd'hui « people » ou médiatique.

Des passages de ses écrits sont écologiques avant l'heure. Il ne voyait pas pourquoi aller au-delà de la satisfaction de besoins naturels et sociaux simples. Le luxe lui faisait horreur. La production pour la production, donc la croissance indéfinie, exponentielle, lui répugnait, de même que la consommation pour elle-même. C'est pourquoi on a souvent vu en lui, pour le dénigrer, un « paysan », un ours plus proche de l'homme des bois que de la civilisation. C'est ainsi que l'a dépeint Victor Hugo (dans *Choses vues*) qui était son collègue à la Chambre des députés en 1848. Mais Proudhon ne s'est pas contenté des libertés formelles et de la République. Il a consacré au peuple toute sa vie (et même sa mort en dic-

tant sur son lit d'agonisant les derniers chapitres de la *Capacité politique des classes ouvrières en France*), alors que Hugo n'a fait que lui léguer à sa mort 50 000 francs or, et cela après avoir vertement pris parti contre les communards! Notre auteur avait vécu et compris lui-même l'intérêt de la nouvelle grande industrie en même temps qu'il en avait soupesé les dangers et les méfaits en régime de « féodalité industrielle » (*Manuel d'un spéculateur à la bourse*, 3^e édition). Il a tout fait pour aider à « développer les moyens de production et d'échange ». Et n'a-t-il pas écrit que « la petite industrie est aussi sotte que la petite culture » (*Carnets*, 1846). Cet attachement à la nature et ce refus de l'industrialisme à marche forcée peuvent rencontrer aujourd'hui les approches du développement durable, de la croissance zéro, de la décroissance progressive.

Donc, intéressons-nous ensemble à l'œuvre de Proudhon. Elle n'est pas d'accès facile. En effet, elle est

complexe, mais surtout évolutive. Cependant, on peut repérer des grands axes fédérateurs permanents. S'il avait davantage vécu (56 ans), aurait-il effectué une synthèse?

On en trouve des ébauches dans sa correspondance. Cette œuvre est déjà donc multidimensionnelle et jamais figée. Ensuite, sa « méthode dialectique », équilibrant thèse et antithèse sans présumer d'une synthèse, mais assise seulement sur une « mise en balance » des termes en tension mutuelle, réclame de l'attention au lecteur et aussi de l'honnêteté. Que de cuistres n'ont retenu que la thèse ou l'antithèse pour l'attirer dans leur camp ou le disqualifier!

Enfin, le langage utilisé est celui de son époque. Cela a créé des difficultés, car il s'agit de penser du neuf avec un vocabulaire du moment. D'où souvent des efforts, parfois abusifs, de définition et des glissements de sens.

Paradoxalement, il est peut-être plus facile à lire aujourd'hui. De plus, cette œuvre est largement sinon totalement traversée par les circonstances et le contexte.

Dès qu'un problème apparaissait, par exemple celui des nationalités avec l'indépendance de l'Italie ou de la Pologne, notre franc-tireur se jetait dans la bataille, prenant le contre-pied des idées reçues. Il analysait que le pire nationalisme est celui qui peut se draper dans une culture, voire une ethnie, qui peut parfois se réclamer d'une religion lui ayant attribué un territoire sacré. Car chez notre polémiste, dès qu'un pouvoir politique unitaire est en place, les tendances à la guerre sont présentes.

J. L.



CESL - BP 121 - 25014 Besançon cedex

groupe-proudhon@federation-anarchiste.org

Des collèges et des lycées différents



Un livre de Marie-Laure Viaud

Hugues Lenoir

CET OUVRAGE rédigé par une ancienne élève du lycée autogéré de Paris (LAP) et à l'initiative en 1997 de Declic (Développement expérimental d'un lycée d'initiative citoyenne) nous apporte de nombreux éclairages sur les potentiels et les difficultés bien réels des initiatives pédagogiques « innovantes » et/ou en rupture. Si les écoles nouvelles et les pédagogies dites actives ou coopératives sont bien connues et fonctionnent ici où là depuis une centaine d'années, d'autres expériences se réclamant des mêmes pédagogues – Robin, Freinet, Oury, Korczak, etc. – furent mises en place dans d'autres espaces éducatifs, en particulier dans ce qu'on appelle aujourd'hui le secondaire. Ce sont ces différentes expériences que relate le livre de Marie-Laure Viaud en s'intéressant plus particulièrement à la période 1945-2001.

Dans une première partie, après un bref rappel des expériences passées de Dewey à Faure en passant par les communautés libres de Hambourg ou la toute jeune Union encore soviétique. L'ouvrage se focalise ensuite sur les établissements secondaires créés après 1945 comme le collège Decroly ou de La Source dont la survie sera difficile jusqu'à la relance de la réflexion pédagogique des années 60 et le renouveau de l'après-68. Malgré le freinage systématique de l'appareil gaulliste et ses frilosités, la période 1970 verra naître de nombreux collèges différents (même chez les cathos!) : à Lyon, Toulouse, La Ricamarie, Grenoble, et comptera jusqu'à huit lycées expérimentaux dont celui de Montgeron en région parisienne. L'après-81 est l'occasion de l'ouverture de cinq lycées « autogérés » porteurs de belles promesses de multiplication mort-nées dès l'arrivée en 1984 de l'élitisme républicain prôné par le très conservateur Chevènement.

À partir des années 1990, face à la « crise de l'école » et à la montée de l'ennui généralisé de violence, de nouvelles initiatives, se revendiquant plus rarement de l'autogestion, furent permises pour accueillir les « décrocheurs » ou plutôt les décrochés, autrement dit les exclus et/ou les récalcitrants du système.

À partir de 1996, avec le retour de la « gauche » aux affaires, de nouvelles équipes se constituent, de nouveaux projets « citoyens » sont en gestation. En 2000, Lang fait illusion et se déclare pour l'innovation. Il faudra vite déchanter, seules trois innovations voient le jour, précaires et sans garantie de pérennisation, comme toutes celles qui survivent aujourd'hui.

Au-delà de ce nécessaire retour historique sur les expériences « différentes » en lycée et collège, M.-L. Viaud revient sur la très grande diversité et la richesse des pratiques pédagogiques, qui y ont cours, et sur la volonté et la place du projet émancipateur qui selon les acteurs de l'éducation est plus ou moins présent, affirmé. Ainsi, certaines équipes placent l'élève au centre du processus éducatif et font de l'expression et du tâtonnement expérimental deux axes forts sur lesquels reposent les apprentissages auxquels s'ajoutent, entre autres, l'exercice concret de la démocratie et de la coopération éducatives fondées sur l'entraide et un refus de la compétition...

D'autres, bien que s'inscrivant aussi dans une démarche où le plaisir et les projets sont nécessaires pour apprendre, sacrifient davantage, par souci de réalisme, à la logique des programmes et des résultats scolaires, voire à certaines formes de discipline, même s'ils remettent en cause, comme les précédents, la très traditionnelle relation de domination « enseignant-enseignés ». Dans tous ces établissements, malgré des options sensiblement

divergentes, les équipes tendent explicitement au bien-être et à l'épanouissement des « s'éduquant » et à développer le désir et le goût d'apprendre en instaurant un autre climat d'apprentissage fondé sur des rapports de confiance, et non de défiance, entre les acteurs.

Dans tous ces lieux, sans modélisation a priori, sont interrogés le rapport au temps et à l'espace en matière d'apprentissage, les formes de l'évaluation, la place de la motivation, l'importance d'un tutorat individualisé ou d'un rythme adapté aux besoins/moyens de chacun... Ces établissements différents apparaissent donc, au-delà d'un lieu plus respectueux des individus « apprenant », comme autant de terrains d'expérience visant à dépasser, voire à détruire, le modèle éducatif dominant basé sur la contrainte et la passivité.

Contrainte des horaires et des programmes, passivité face aux disciplines et à la discipline imposées, contraintes et passivité face aux adultes et à l'institution éducative..., face à tout un programme de dressage qui n'a d'autres objectifs que la soumission et l'acceptation d'une norme définie et choisie par et pour les dominants. Ce que l'on savait depuis Charles Fourier et Pierre-Joseph Proudhon et bien avant Bourdieu.

Dans une deuxième partie, centrée sur les structures et leurs fonctionnements, l'auteur y fait aussi état du ressenti et du vécu des acteurs de ces établissements différents. Discours et vécu « d'enseignants » qui ne se veulent plus « profs » – mais qui quelquefois le reste à leur insu – et qui désiraient « faire mieux » et aller encore plus loin en matière d'innovations pédagogiques face ou à côté « d'élèves » pas toujours aussi motivés et acteurs pour une éducation différente que les adultes le souhaiteraient. À croire que le modèle de sujétion et de domination s'acquiert très vite et s'inscrit profondément dans l'individu. La seule volonté de se démarquer des uns dans des structures hors norme n'implique pas toujours, au moins dans un premier temps, le désir d'apprendre autrement des autres.

D'autant plus que dans un certain nombre de cas « l'apprendre autrement » est plus un projet parental ou institutionnel qu'issu d'un choix personnel de « l'élève ». Apprendre autrement ce n'est pas seulement échapper à l'école caserne et à ses orientations mutilantes, c'est s'impliquer dans des pédagogies actives, participer à la gestion quotidienne et matérielle de l'établissement, coopérer. En bref, cela s'apprend tout comme il y a un apprentissage de la liberté.

Notons la grande qualité de la relation « pédagogique » entre jeunes et adultes basée sur un respect partagé et une reconnaissance mutuelle. C'est d'ailleurs – sans nier béatement pour autant l'existence de conflits, de points de vue ou d'intérêts différents – déterminant, sans être toutefois suffisant, en matière d'apprentissage. C'est à l'évidence un des points forts de toutes ces expériences, construire de l'humanité et en corollaire le goût d'apprendre.

Cette seconde partie apparaît comme une approche très instructive et complémentaire de la première. Elle permet de mieux cerner les rouages intimes de ces projets éducatifs et elle peut aider les acteurs d'aujourd'hui à mieux comprendre les « échecs » et les réussites passés en démantelant ce qui relève des causes internes (travail en équipe, conflits, prise de pouvoir, école idéale, etc.) ou externes mais surtout à mieux faire fonctionner les initiatives présentes et à venir en tenant compte des riches enseignements que contient ce livre.

Mais, ne nous leurrions cependant pas, quelle que soit la réussite humaine et pédagogique de ces établissements différents, rien de significatif ne se passera sur le terrain de la pédagogie et de l'école tant qu'un mouvement social ne portera pas cette transformation. Il y a en effet trop d'enjeux sociétaux concentrés sur et autour de la question éducative. La seule volonté de petites équipes militantes, exerçant souvent dans des conditions difficiles, ne suffira pas à elle seule à changer l'école, même si leurs initiatives et leurs actions font références. Faire œuvre de minorité active est essentiel mais jamais suffisant.

Ces mouvements et ces expériences ne vivent toujours qu'à la marge, tant dans l'enseignement public qu'ailleurs, même lorsqu'ils y sont tolérés. On ne les suscite officiellement que pour faire illusion (Savary), se faire valoir et manipuler (Lang) ou pour jouer les pompiers de service lorsque l'institution traverse une crise majeure comme aujourd'hui (classes relais). Au demeurant, et à de nombreuses occasions et au gré de la démagogie ambiante, ces établissements et les équipes qui les animent sont l'objet de nombreuses « tracasseries » administratives, voire de dénigrements qui ne sont pas sans rappeler, toute proportion gardée, l'affaire Robin à Cempuis. En effet, pour de nombreuses équipes impliquées dans ces projets, au-delà des apprentissages fondamentaux toujours considérés comme des outils de compréhension du monde et d'émancipation, il s'agit d'éduquer à l'autonomie et pour « l'engagement », c'est-à-dire à l'exercice d'une citoyenneté directe, à des prises de positions et de responsabilités dans la sphère collective. Une telle ambition suffit à elle seule à expliquer la « marginalisation » et l'isolement relatifs de tels établissements.

Cet ouvrage de synthèse, critique et distancié, mais sans complaisance militante, même si l'auteur semble acquiesce à ce mouvement pédagogique, est à lire par tous ceux qui s'intéressent sans idéalisation trompeuse à la mise en œuvre d'autres pratiques éducatives afin de, non seulement se rassurer sur le mode : « Il n'y en pas un sur cent mais pourtant ils existent (donc j'existe) », mais aussi pour y puiser des idées « nouvelles » et des pratiques repensées afin de continuer le combat pédagogique à visée politique qui malgré un siècle d'existence n'en est, dans bien des lieux et c'est regrettable, qu'à son début.

H. L.

Photo Daniel Maunoury.



La Révolution inconnue 1917-1921

de Voline, en russe

Le 10 AVRIL 2005, à la bibliothèque Victor-Serge à Moscou, s'est tenue la présentation du livre du grand théoricien et militant du mouvement anarchiste russe Voline (V.M. Eikhenbaum) *la Révolution inconnue 1917-1921*, publié par le Centre d'éducation et de recherche « Praxis » avec le concours du Centre international de recherches sur l'anarchisme (Suisse).

En ouvrant la présentation, le président du centre « Praxis » A.V. Goussev a souligné la signification historiographique du livre de Voline qui, pour la première fois, fait connaître aux lecteurs une interprétation anarchiste cohérente de l'histoire de la révolution russe.

En même temps c'est une source précieuse parce qu'il contient des éléments, des souvenirs personnels de son auteur qui lui-même participait activement aux événements qu'il décrit. Enfin, ce livre est intéressant du point de vue idéologique et théorique: le lecteur y trouvera un exposé des positions d'un des principaux représentants de l'anarchisme russe de la première moitié du XX^e siècle. Le livre est publié dans le cadre du programme d'édition du centre « Praxis » dont l'objectif est d'élucider l'histoire et la théorie des différentes tendances du socialisme démocratique et libertaire.

La traductrice du livre, la bibliothécaire de la Collection mémoriale Victor-Serge, Iulia V. Gousseva, a parlé de la vie et de l'activité de Voline ainsi que de l'histoire de son œuvre, écrite en français en émigration pendant les années 1930-1940.

Le titre du livre *la Révolution inconnue* reflète le dessein de son auteur de montrer la révolution russe non au travers de la lutte pour le pouvoir des groupes et partis politiques, mais en tant que produit du mouvement spontané des masses populaires aspirant à se libérer du capital et de la bureaucratie.

L'auteur des commentaires de l'œuvre de Voline, l'historien A.V. Doubovik (Dnepropetrovsk, Ukraine), a attiré l'attention des participants sur le fait que *la Révolution inconnue* est intéressant non seulement par son tableau de l'engagement des anarchistes dans la révolution russe et le mouvement makhnoviste (Voline a été pendant quelque temps chef du Conseil révolutionnaire de guerre de la Makhnovtchina), mais aussi par d'autres aspects, notamment le récit des événements de la révolution de 1905 à 1907 et l'analyse de la nature du régime bolchevique de 1920 à 1940.

L'historien Ia.V. Leontiev (société « Memorial ») a parlé de certains aspects de la biographie de Voline qu'il a trouvés dans les archives de l'Institut international d'histoire sociale (Amsterdam).

Il a aussi noté les liens de Voline avec Victor Serge et son fils Vlady Kibaltchich, le peintre mexicain qui a dessiné un portrait de l'auteur de *la Révolution inconnue*.

Puis ont pris la parole M.I. Voyeykov (revue *les Cahiers économiques et philosophiques*), B.F. Slavine (Fondation Gorbatchev), D.A. Lozovan (« Praxis »), M.L. Kofman (« Memorial »), M.I. Klementiev (« Praxis »), etc.

Une vive discussion a porté sur le rôle de l'anarchisme dans la révolution russe, les rapports des anarchistes avec les bolcheviques et la vision anarchiste de la nature du régime communiste en URSS. Les participants à la présentation ont constaté l'importance des recherches sur l'histoire du socialisme antitotalitaire et ont exprimé leur intérêt pour la publication d'autres livres à ce sujet.

Transmis par le CIRA-Lausanne





États-Unis

Le SNCC et les luttes des Africains-Américains dans les années 60

LE STUDENT NONVIOLENT COORDINATING COMMITTEE (SNCC) compte parmi les plus importantes organisations du mouvement des droits civiques aux États-Unis. Les campagnes et actions de masse, directes et non violentes, qu'il a menées dans les années 60 ont représenté le moment le plus fort des luttes des Africains-Américains contre la discrimination raciale. Pour la première fois, Clayborne Carson relate toute l'histoire du SNCC, depuis les succès initiaux des militants qui, à partir de convictions religieuses ou morales, crurent en l'action non violente et en une forme d'organisation de base, fédérative et révolutionnaire. C'est en organisant des sit-in et des freedom rides, et en menant des campagnes d'inscription des Noirs privés de leurs droits de vote, que le SNCC s'est attaqué à la ségrégation qui régnait dans le sud des États-Unis. Le SNCC n'a pas hésité à remettre en question le rôle dominant de Martin Luther King au sein du mouvement.

Dans la seconde moitié des années 60, ces courants non violents – parmi lesquels on trouvait quelques libertaires – ont été marginalisés au profit d'un nationalisme noir, séparatiste, et militant pour une autodéfense violente de la communauté noire. Clayborne Carson ne voit pas dans cette évolution un simple processus de radicalisation du SNCC, il explique le déclin d'une organisation qui avait été forte et efficace.

Zeiten des Kampfes (les temps de la lutte) ne se borne pas à raconter l'histoire de cette organisation, histoire construite à partir d'entretiens avec des militants, de protocoles de rencontres, de journaux clandestins et de documents du FBI restés inaccessibles jusqu'ici. L'histoire du SNCC est également exemplaire en ce qui concerne l'efficacité et les dérives des mouvements sociaux : les deux phases du SNCC ont eu des répercussions non négligeables dans les mouvements étudiants qui ont secoué le monde en 1968 : les sit-in ont été repris par les courants non violents et le slogan de Black Power a inspiré diverses guérillas urbaines.

Clayborne Carson a été membre du SNCC. Il est aujourd'hui professeur d'histoire à la Stanford University de San Francisco et directeur du Martin Luther King Jr. Papers Project. Son livre sur le SNCC a reçu le Frederick

Turner Award, prix décerné par l'Organisation des historiens américains. De lui, on peut lire en français : Martin Luther King. Autobiographie (Bayard, Paris, 2000, 480 p., 24 euros).

Lomar

CIRA-Marseille

Clayborne Carson, *Zeiten des Kampfes. Das Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC) und das Erwachen des afro-amerikanischen Widerstands in den sechziger Jahren*, édition Graswurzelrevolution, Nettersheim/All., 2004, 640 p., 28,80 euros.



André Bösiger

22 juillet 1913 - 13 avril 2005

LE CIRA DE LAUSANNE a la tristesse d'annoncer la mort d'un de ses fondateurs et de ses plus fidèles soutiens. Sans André, nous n'aurions jamais pu trouver de locaux à Genève il y a près de cinquante ans, ni installer des étagères, ni déménager à plusieurs reprises, ni stocker des mètres cubes de doublets ; sans André, notre situation financière serait encore plus critique qu'elle n'est ; sans André, les collections du CIRA seraient moins riches.

Pourtant, il n'aimait pas tant les vieux bouquins que les gens, et surtout que l'action directe. Arrivé tout jeune à Genève, il n'avait pas tardé à rejoindre les rangs du syndicat et de la Ligue d'action du Bâtiment, « l'LAB », où l'on observait à la lettre le mot d'ordre « à mauvaise paye, mauvais travail ». Il était aux premiers rangs des manifestants antifascistes, le 9 novembre 1932, quand la troupe tira et tua treize hommes, dont son meilleur ami. Il charge plus tard camion sur camion pour les milices anarchistes en Espagne, accumulant vivres, vêtements et outils pour dissimuler du matériel plus offensif. Il charge wagon sur wagon pour venir en aide aux résistants en France, pendant ladite dernière guerre. Deux fois un an de prison pour avoir refusé de servir dans l'armée suisse, qui ouvre plus souvent le feu sur les ouvriers que sur des militaires ennemis, ne le décourage pas ; il profite de ce temps pour éplucher le *Petit Larousse*. Passeur de frontières avec des hommes ou du matériel pendant la guerre d'Algérie, il trouve de l'embauche pour les copains, discute d'autogestion avec Ben Bella et Michel Raptis, dénêche des logements et de l'argent. Il en fait autant pour les déserteurs ou les militants antifranquistes.

Il a accompagné toute l'aventure du CIRA, puis la reprise du *Réveil anarchiste* et de la revue *MA!* sans ménager ses critiques, mais avec sa générosité et sa solidarité indéfectibles. La mort de Coucou, sa compagne, en 1990, la disparition de la plupart de ses compagnons des luttes ouvrières l'ont laissé un peu seul, malgré la fidélité de quelques anciens copains et la découverte de nouveaux.

Il reste de lui un bouquin, *les Souvenirs d'un rebelle* (Saint-Imier, Canevas, 1992, réédité par le CIRA et toujours disponible), et un film-interview réalisé par Bernard Baissat et Alexandre Skirda en 1993, *Écoutez André Bösiger*. Il apparaît aussi dans des documentaires sur les volontaires suisses en Espagne, celui de Richard Dindo et celui de Daniel Künzi. Il reste de lui des images vivantes de son grand rire, de son œil pétillant, de ses opinions passionnées, de sa fraternité.

CIRA Lausanne

Deux nouvelles brochures

Rencontre avec Pierre-Valentin Berthier. Court récit d'une vie et des rencontres d'un anarchiste individualiste, 5,70 euros, 65 pages.

Cette brochure se compose d'entretiens réalisés par Céline Beaudet avec P.-V. Berthier. Né en 1911, insoumis à ses vingt ans, Pierre-Valentin Berthier rencontre les milieux anarchistes par le pacifisme. D'abord influencé par les idées de S. Faure, la découverte d'E. Armand l'oriente définitivement vers l'individualisme 'anarchiste. Il rencontre aussi Jacob. Après la Libération, ses participations à la presse libertaire ne se comptent plus tant elles sont importantes: Défense de l'homme, Liberté, le Monde libertaire, le Libertaire, le Réfractaire, la Rue, etc. Une vie bien remplie... Une vingtaine de biographies de militants anarchistes rencontrés par P.V. Berthier font suite à ces entretiens.

Milieux libres (1890-1914), 3 euros, 29 pages.

Pas question ici de faire de l'histoire avec un grand H, de faire des portraits d'anarchistes du passé, de palabrer sur leur succès ou leur sinfortunes, d'en faire de nouvelles icônes. Seulement raconter, au travers des expériences de « milieux libres » (colonies anarchistes ou communautés), la vie de quelques-uns. De Vaux à La Pie, autour des plus fervents bâtisseurs de milieux libres, Georges Butaud et Sophia Zaïkowska, en passant par l'Essai et son animateur Fortuné Henry, la brochure explore un lieu plus méconnu de vie libre autour du journal l'Anarchie. Les modes de vie et d'expérimentation par l'éducation intégrale, la camaraderie et le travail pour une vie simple sont exposés. Quelle influence ont eu ces milieux libres? Des individus décidés à vivre immédiatement selon leurs envies et leurs idées, seul moyen pour eux de poursuivre la lutte et la propagande libertaire.

Commandes à adresser avec le règlement par chèque ou CCP à l'ordre de la Question sociale. BP 5, 08150 Rimogne, France. Sur internet, L'En Dehors: <http://endehors.org>, quotidien anarchiste en ligne.

L'État a choisi son camp, celui des fascistes

CE LUNDI 9 MAI 2005, les milices d'extrême droite (Jeunesses identitaires, Bloc identitaire, anciens du GUD, néonazis) ont pu parader dans les rues parisiennes en toute impunité et sous la protection des forces de l'ordre.

Tout comme à Nice il y a quelques jours, la préfecture de police a autorisé ces nostalgiques du nazisme à défilé dans Paris, au lendemain des commémorations de la défaite de l'Allemagne nazie.

Pour les antifascistes, les gendarmes mobiles en tenues antiémeute et canons à eau étaient au rendez-vous, empêchant toute initiative pour bloquer le défilé d'extrême droite alors que, la veille à Berlin, les antifascistes avaient pu s'opposer à la manifestation de ces partisans de la haine.

Nous saurons nous en souvenir. L'année prochaine, nous serons encore là, déterminés plus que jamais à stopper cette manifestation si elle devait à nouveau se reproduire.

Scalp-Reflex, CNT,
Ras l'Front Noisy-le-Grand, SRA

9mai@samizdat.net

Plus d'infos: <http://solidarite.samizdat.net>



Putain d'théâtre !

Trois représentations à Paris et Ivry de la pièce adaptée du livre de Jean-Pierre Levaray

Putain d'usine a inspiré une pièce de théâtre adaptée, mise en scène et jouée par la troupe des Papiers froissés. Le groupe Idées noires et le groupe d'Ivry de la Fédération anarchiste vous invitent pour trois représentations: à l'Espace Louise-Michel (Paris 20^e), le samedi 28 à 20 heures et le dimanche 29 mai à 17 heures; le lundi 30 à 20 heures au Forum Léo-Ferré (Ivry). Informations et réservations à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, Paris 11^e (Tél.: 01 48 05 34 08).

Radio libertaire

Jeudi 19 mai

Si Vis Pacem, de 18 heures à 19 h 30

Petits Soldats, documentaire contre la militarisation de l'enfance, avec François Margolin, le réalisateur.

Lundi 23 mai

Le Monde merveilleux du travail de 20 heures à 21 heures

L'émission animée par des militants et militantes de la CNT RP (après leur dure journée de travail), aura pour sujet, proposé par la section ANPE: la formation des jeunes. Invité Alexi, d'une association d'insertion professionnelle des jeunes.

Mardi 24 mai

Pas de quartier de 18 heures à 19 h 30

Si tout se passe bien, nous recevrons des lycéens et des profs en colère notamment après les lois Ferry/Fillon. Tous à vos postes à galène!

Paroles d'Associations de 19 h 30 à 20 h 30

Les Amis de Louise Michel.

Mercredi 25 mai

Blues en liberté de 10 h 30 à 12 heures

Nouveautés, rééditions, tournées (2).

Jeudi 26 mai

Si Vis Pacem, de 18 heures à 19 h 30

Fête aux mères antimilitaristes, avec les Femmes en noir.

89.4 MHz
en Région parisienne

Samedi 21 mai

Fête du livre libertaire

Organisée par les Éditions CNT RP à partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e, M^o Avron ou Buzenval.



Vendredi 20 mai

St-Claude (39)

Les films Medvedkine. Dernière diffusion de cette rétrospective à 21 heures au local libertaire Le Coffre-Fort, rue Bonneville, en face de l'IME. Infos : groupelucio@altern.org.

Samedi 21 mai

Paris 20^e

Les Éditions CNTRP organisent une fête du livre libertaire à 14 heures au 33, rue des Vignoles, M^o Avron ou Buzenval.

Paris 18^e

Rencontres-débats avec Éric Hazan, autour de son livre *Chroniques de la guerre civile*, à 15h30, à La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^o Abbesses.

Montréal (Québec)

VII^e Salon du livre anarchiste de Montréal de 10 heures à 18 heures au CEDA, 2515, rue Delisle (à deux pas du métro Lionel-Groulx).

Caen

Salon du livre au château ducal. Présence de Michel Onfray et d'Alain Pecunia pour leurs livres *Traité d'athéologie* et *Les ombres ardentes*. Le samedi et le dimanche. Entrée libre.

Dimanche 22 mai

Ivry

Gala de l'Union pacifiste avec Jean Dubois, Frédéricique, Xavier Lacouture et bien d'autres. De 17 heures à 22 heures au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, M^o Porte-d'Ivry. 10 euros. Infos : au 0146726468.

Vendredi 27 mai

Grenoble

Le groupe Jules-Vallès de la FA sera présent au concert de W5 à l'Anneau de

vitesse, sous chapiteau. Venez rencontrer les militants du groupe et découvrez notre table de presse ! Rebelote le lendemain samedi 28 mai.

Besançon

Réunion publique à 20h30 organisé par le groupe Proudhon de la FA sur le thème Laïcité et athéisme avec Roland Bosdeveix de l'association des libres penseurs de France et un représentant de CROA, à la librairie lautodidacte.org, 5, rue Marulaz.

Samedi 28 mai

Paris 20^e

Putain d'usine, pièce de théâtre adaptée du livre de J.-P. Levaray, mise en scène et jouée par la troupe des Papiers froissés. À 20 heures à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, M^oPyramides. Prix libre. Infos au 0148053408.

Paris 20^e

La commission concerts du 33, rue des Vignoles vous invite à deux petits sets qui ne devraient pas manquer d'allure : Drugs Dealers et Rejected Youth. 5 euros. M^o Avron ou Buzenval.

Lyon 1^{er}

Débat : l'égalité homme-femme, y a encore du boulot ! Organisé par l'Union des groupes anarchistes lyonnais à 15 heures à la Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc.

Dimanche 29 mai

Paris 20^e

Les Écrans rebelles (CNT Culture et Spectacle) présente *La Commune*, un film de Peter Watkins. À 13h30, au 33, rue des Vignoles, M^o Avron ou Buzenval.

Paris 20^e

Putain d'usine, pièce de théâtre adaptée du livre de J.-P. Levaray, mise en scène et jouée par la troupe des

Papiers froissés. À 17 heures à l'Espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, M^oPyramides. Prix libre. Infos au 0148053408.

Lundi 30 mai

Ivry

Putain d'usine, pièce de théâtre adaptée du livre de J.-P. Levaray, mise en scène et jouée par la troupe des Papiers froissés. À 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, M^o Pierre-Curie. 10 ou 5 euros. Infos au 0148053408.

Vendredi 3 juin

Villard-de-Lans (38)

Soirée organisée par l'association de contre-culture Contre-Attaques : concert avec Un tondu, un chevelu (chanson lucide, Chambéry), puis une pièce de théâtre par la Compagnie Bath'Art de Lyon, d'après la pièce de Ève Ensler *Les Monologues du vagin*. Tables de presse. Dès 20 heures à la Maison pour tous. 5 euros. Réservations conseillées au 0608730560.

Marche mondiale des femmes 2005

Samedi 28 mai

Débats tout au long de la journée, à 10h30 et 18 heures : accueil dès 8h30 à la Porte d'Aix (place Jules Guesdes). Puis une manifestation, marche et concert à 15h30 à la Porte d'Aix.

Dimanche 29 mai

De 9 heures à 13 heures, rendez-vous à la Salle des Congrès, parc Chanot (M^o Rond-Point-du-Prado) pour la mise en commun des travaux, le lancement des propositions de campagnes et la grande clôture.

Plus de renseignements : <<http://collectif13.ddf.free.fr>> ou <<http://www.marchemon-diale.org>>.

Le Monde libertaire publiera un 4 pages à cette occasion.



LE SIXIÈME
SALON DU LIVRE

* Événement du Festival de l'Anarchie * Le plus grand événement anarchiste en Amérique du Nord *



X.E.

Samedi
le 21
mai,
2005

CEDA, 2515 Delisle
(métro Lionel-Groulx) * 10h à 18h
GRATUIT! BienvenuE à
toutes et tous!
Activités pour enfants!

Salle principale est accessible aux
chaises-roulantes.
Pour plus d'infos, appelez au 514-859-
9090 ou visitez notre site web:
<http://anarchistbookfair.tactic.org>

ANARCHISTE



DE MONTRÉAL

fédération anarchiste

145, rue Amelot, 75011 Paris
www.federation-anarchiste.org

religions, sectes, traditions, opiums des femmes ?



Quel que soit le type de croyances que l'on observe, on constate hélas que toutes les règles qu'elles édictent visent à opprimer femmes et hommes, et plus particulièrement les femmes et cela, quelle que soit la région du monde ou la période, et surtout quel que soit le nom qu'elles se donnent : religions, sectes ou traditions.

Que ce soit dans les religions, monothéistes ou polythéistes, dans les sectes ou dans les traditions culturelles, l'inégalité entre les sexes est la règle universelle. Dans son ouvrage, *Masculin/Féminin, La pensée de la différence* (Odile Jacob, 1996), Françoise Héritier l'écrit : « La valence différentielle des sexes traduit la place différente qui est faite universellement aux deux sexes sur une table de valeurs et signe la dominance du principe masculin sur le principe féminin. »

Certes, l'application de ces règles sera plus ou moins rigoureuse selon les courants plus ou moins conservateurs de telle ou telle religion et évoluera en fonction des rapports de force établis dans la vie sociale mais elles sont là, toujours là !

Qui peut croire que l'amour des autres et la non-violence sont des principes intangibles des religions alors que les guerres au nom des religions ont toujours existé et ont fait des millions de morts, d'orphelins et de victimes, notamment parmi les femmes et les enfants ?

Sur ce sujet des religions, la *charte mondiale des femmes pour l'humanité* élaborée par des femmes du monde entier et adoptée en décembre 2004 ne nous suffit pas !

Le préambule dénonce le patriarcat et le capitalisme en disant « qu'ils font le lit des fondamentalismes et des intégrismes qui empêchent les femmes et les hommes d'être libres ». Au chapitre de l'égalité, l'affirmation n° 3 reconnaît « qu'aucune coutume, tradition, religion, idéologie ne justifie l'infériorisation de quiconque ». Il y a encore du pain sur la planche pour faire accepter ce principe partout et par tous ! Combattre tous les intégrismes

religieux qui empêchent les femmes d'être libres et d'avoir la pleine maîtrise de leur corps et de leur sexualité, oui mais pas seulement les intégrismes, fondamentalistes ou traditionalistes : dénonçons aussi les religions « normales » qui sont autant d'outils d'oppression. Le voile, le hidjab imposés par les religieux musulmans ont des équivalents chez les chrétiens (jusqu'à une période récente, les femmes n'entraient pas dans une église sans avoir la tête couverte) comme chez les juifs (où les femmes doivent aussi cacher leurs cheveux ou les couper).

Comme le proclame la charte, « chaque personne jouit de libertés (...) de penser de conscience, de croyance, de religion » : allons plus loin et revendiquons le développement de notre esprit critique ! Le consensus qui prévaut dans le mouvement de la Marche mondiale, certes utile pour fédérer le plus possible de femmes, conduit à un gommage des sujets qui fâchent. Pour nous, anarchaféministes, il importe de nommer l'oppression – religions, sectes et traditions culturelles –, et les oppresseurs – clergés, papes, imams, pasteurs, prophètes, gourous – : c'est le premier pas vers plus de liberté. La liberté religieuse n'est pas la liberté de penser, bien au contraire : elle enferme la pensée dans des certitudes intangibles qu'il est interdit de critiquer.

En tant que systèmes de pensée, d'organisation sociale et de conception des relations entre les personnes, toutes les religions instituent une hiérarchisation des individus et édictent des principes auxquels il est obligatoire de se conformer, sous peine de punitions plus ou moins sévères. C'est contre ces dogmes imposés, et imposés davantage encore aux femmes qu'aux hommes, que nous luttons pour l'émancipation sociale et économique de toutes et de tous !

Commission Femmes de la
Fédération anarchiste

Pour en savoir plus sur la Marche mondiale des femmes : www.marchemondiale.org/fr/index.html,
Sur l'étape européenne à Marseille : <http://collectif13.ddf.free.fr/>

la place des religions dans les violences faites aux femmes

LES FEMMES SUBISSENT des violences liées au fait particulier d'être femmes. Ces violences touchent leur corps, leur santé, leur éducation, leur sexe, leur sexualité, leur travail, leur vie de tous les jours. Elles subissent aussi des violences liées à la religion: la non-mixité, l'interdiction de l'avortement et de la contraception, la vie sexuelle qui ne doit servir qu'à la reproduction, le sexe devenu sale, le rejet du plaisir, l'interdiction de la mixité des espaces ou des fonctions, l'impératif de la reproduction, l'obligation de porter certains vêtements qui entravent les femmes.

Et cette violence religieuse ne s'arrête pas à ces quelques exemples; elle sous-tend toutes les autres violences évoquées plus haut. En effet, les principales grandes religions comme les sectes influent sur la vie des humains depuis de nombreux siècles dictant les moindres aspects de leurs vies. Elles s'évertuent à guider, à modeler, à façonner leurs existences... et les faits sont là: si la vie de certains peuples ou partie de population sur notre planète s'est améliorée, ce n'est pas grâce à la religion qui est foncièrement l'alliée du pouvoir en place. Par contre, l'image de soi dans la quelle l'individu peut se reconnaître par le biais de la religion a une influence sur les rapports humains, et les quelques exemples indiqués plus haut ne donnent pas une idée très positive des vertus d'amour et de compassion prônées par exemple par les religions catholique ou hindouiste.

L'image de la femme est très révélatrice de l'idée que s'en font toutes les religions et conditionne directement le comportement des hommes et des femmes. La femme est assimilée à une servante. Et l'homme doit donc avoir un comportement de maître. Elle est déclarée impure, porteuse de la faute originelle, affublée de tous les défauts (*menteuse, perverse, sournoise, cupide, manipulatrice, moins intelligente...*) l'homme étant donc le contraire: il est pur, loyal, etc. Elle lui attribue une valeur marchande qui donc est moins grande que celle de l'homme. Le fait qu'elle soit mauvaise lui enlève tout droit à l'égalité avec l'homme à qui elle doit être soumise, de qui elle doit accepter toutes les injustices qu'il lui inflige.

Cette vision que la moitié (masculine) de l'humanité porte sur l'autre moitié féminine

influe directement sur son comportement dans tous les actes de la vie vis-à-vis des femmes. D'autre part, la religion ordonne, péremptoire, d'obéir. Elle ne laisse à aucun moment la possibilité de remise en cause de l'ordre établi sous peine de châtements, laissant à des courants de pensée comme le wahhabisme ou aux Mozabites la possibilité d'appliquer un texte qui date de 1632 comme si rien ne pouvait évoluer depuis. Tous les dogmes élaborés à partir des textes dits sacrés, créés par les hommes, ne visent qu'à conforter la vision de départ, toujours interprétée dans l'intérêt (bien compris?) de la gent masculine.

La religion, en étant très liée aux pouvoirs, a façonné voire conforté la construction des sociétés patriarcales, reproduisant le pouvoir exclusif des hommes (loi salique en France qui ne confie le sceptre royal qu'aux seuls héritiers mâles de la famille Capet). Son influence est donc indéniable, dans sa banalité même. Les formes d'intégrismes et de fanatismes qui se multiplient actuellement ne font que caricaturer des règles clairement édictées par les religions.

Alors, quand on fait ce constat et que l'on sait que la grande majorité des pays fait systématiquement référence à une religion, cela donne ça par exemple: l'Iran a façonné sa législation en s'inspirant au plus près du Coran et applique strictement la charia (jurisprudence islamique). Que dit le Coran, verset 34 sourate 4 (dernière partie): «*admonestez celles dont vous craignez l'infidélité; reléguez-les dans des chambres à part et frappez-les. Mais ne leur cherchez plus querelle si elles vous obéissent. Dieu est élevé et grand.*»

D'ailleurs, quand la religion devient la loi du pays qui applique les textes sacrés à la lettre, cette théocratie est une dictature et elle opprime particulièrement les femmes: les Iraniennes ont perdu beaucoup de la liberté dont elles jouissaient auparavant et le régime afghan des talibans a montré l'horreur qu'il pouvait atteindre dans la gestion de la vie des femmes.

Que dit par exemple le Coran quand il fixe clairement les parts d'héritage de chacun des parents défunts? La femme a droit à la moitié de la part d'un homme ayant un degré équivalent avec le défunt.

Aussi, au Canada, dans l'État d'Ontario,

le projet de créer un tribunal islamique se réfère à la charia, qui traiterait les différends familiaux de la communauté musulmane, soulève un tollé, notamment de la part des femmes.

La charia autorise les mariages forcés, accompagnés souvent de viols et de la polygamie. Elle stigmatise la fille qui veut enlever le voile, cet acte étant considéré comme un péché, une insulte à l'islam.

Et la Bible, que dit-elle? Un exemple: (Tobie 6, chapitre VIII, vers 4-8), «*C'est toi qui a créé Adam, C'est toi qui a créé Ève sa femme, Pour être son secours et son appui*» Les choses commencent mal.

«*Et la race humaine est née de ces deux-là, C'est toi qui a dit Il ne faut pas que l'homme reste seul, Faisons-lui une aide semblable à lui*»

Qui sera le secours d'Ève?

La Bible prône clairement le mariage forcé. Voyez plutôt: (Tobie ch7 v9c-10,11c-17, présentation résumée), 9 *Alors Tobie dit à Raphaël: Frère Azarias, Si tu demandais à Ragouël de me donner ma sœur Sarra?*

[...] *12 Ragouël fit venir sa fille Sarra, il lui prit la main, et la remit à Tobie avec ces paroles: je te la confie, c'est la loi et la décision écrite dans, le livre de Moïse qui te l'attribuent, pour femme. Prends-la, emmène-la chez ton père, en bonne conscience. Que le Dieu du Ciel Vous donne de faire en paix un bon voyage!*» Dieu décide.

[...] *16 Elle alla faire le lit de la chambre comme La femme obéit, il lui avait dit, et elle y mena sa fille, Elle pleura sur elle...*» la fille subit.

[...] *puis elle essuya ses larmes et dit Aie confiance, ma fille! Que le Seigneur du Ciel change ton chagrin en joie! Aie confiance, ma fille!*»

La mère est complice.

Ce n'est pas dans un contexte historique qu'il faut lire ces textes: on retrouve ces extraits sur un site internet de préparation au mariage édité par la Fédération nationale des centres de préparation au mariage.

Dans la religion hindoue, seul un fils peut épargner l'enfer à l'âme de son père en accomplissant pour lui les rites funéraires. La pratique de la Sati se fonde sur un texte religieux, qui lui ne va pas jusqu'à la crémation de la veuve mais la tradition s'est

chargée de durcir cette pratique: quand le mari décède, la femme est brûlée avec lui sur le bûcher crématoire. La religion demande seulement que la femme s'allonge près du défunt sur le bûcher et redescende avant la crémation.

Par contre, des jeunes femmes sont l'objet de dons faits aux couvents (le Davadasi traditionnel: offrande de jeunes filles aux dieux) où elles deviennent l'esclave sexuel des prêtres. La religion régit aussi les règles qui renforcent l'inégalité par rapport aux hommes en matière de divorce, de droits sociaux de base, de droits successoraux.

La prière juive du matin commence: « Merci, mon Dieu, de ne pas m'avoir fait naître fille ».

La prière la plus poétique concernant les femmes loue les vertus de la Femme Vaillante (*Eshet Haïl*, p.127) c'est-à-dire la femme modeste attachée à son travail et à sa maison, à son époux et ses enfants, du matin au soir tous les jours que dieu fait.

La femme est quasiment exclue de la synagogue; elle n'est pas obligée de prier, ne participe pas à la lecture publique de la Torah, son rôle étant de permettre à son mari et à ses enfants d'étudier.

Le rôle de la religion est donc prépondérant dans la situation de violences faites aux femmes. Cependant, ce ne sera pas une mince affaire que d'éradiquer ce phénomène. En effet, on se heurte au statut même de la religion qui ne tolère aucune remise en cause puisque tous les préceptes qu'elle revendique émanent directement de la parole de dieu. Les textes de références sont des livres dans lequel dieu se révèle directement auprès d'un prophète qui est son messager. Il n'est donc pas question de remettre en cause sa parole. Et le clergé assure un rôle de garde-chiourme féroce, quitte à forcer le trait.

Au contraire, les coutumes culturelles comme l'excision sont davantage susceptibles d'évolution quand l'éducation est au rendez-vous. L'évolution du taux de natalité le prouve: une femme éduquée a moins d'enfants qu'une femme illettrée.

À l'analyse de ces quelques textes religieux, on constate que les valeurs défendues sont bien utiles à d'autres systèmes comme le capitalisme dans le domaine économique: pour asseoir l'autorité, hiérarchie et pouvoir sont déifiés, obéissance aveugle et soumission sont la règle; les inégalités sont justifiées.

La seule solution pour nous est de nous libérer complètement de ces carcans pour gagner notre liberté et notre autonomie, valeurs qui méritent bien toute émancipation vis-à-vis des religions, de toutes les religions.

Marie-Jo Pothier

Commission Femmes de la FA



sectes

l'autre foyer des violences

LES VIOLENCES CONTRE LES FEMMES ne sont pas l'apanage des religions et des traditions: dans les sectes, aussi, sévissent ces comportements de coercition et de domination.

Mais comment définir une secte?

Selon Oron Vallet, dans son *Petit lexique des idées fausses sur les religions* paru chez Albin Michel, le mot secte est « issu du verbe latin *sequi* (suivre) mais il a été influencé par le latin *secare* (couper). Entre le sectateur qui suit son chef et le sécateur qui coupe la plante, la différence de son est minime et l'écart de sens est réduit. Car suivre aveuglément un chef, c'est aussi se retrancher du monde; suivre obstinément une ligne de conduite, c'est se couper du bon sens. »

Suivre et couper: ces deux verbes ne suffisent peut-être pas à décrire le comportement des adeptes d'une secte mais ils en disent déjà long: suivre des principes que l'on n'a pas examinés, ni critiqués, suivre un gourou, se couper de sa famille, de son travail, de ses amis, c'est toujours ce qui est exigé des nouvelles recrues.

Entrer dans une secte, c'est aussi accepter que ses pratiques sexuelles et ses relations amoureuses et affectives soient définies et réglementées par les principes édictés par un gourou.

Deux journalistes (*Dans le secret des sectes*, Flammarion) ont enquêté sur le phénomène des sectes et les témoignages qu'ils ont recueilli sont éloquentes: les gourous, homme ou femme, de ces groupes recherchent tous à satisfaire leurs instincts sexuels et leur goût du pouvoir en dominant les recrutés et en leur imposant leur conception d'une sexualité « réussie »: tel gourou impuissant édictera l'interdiction d'éjaculer comme règle pour les hommes du groupe, par exemple. Tout en restant le plus mystérieux possible sur lui-même, le gourou déclare tout savoir sur les autres pour mieux s'imposer.

Le témoignage d'Isabelle Sebagh, dans *L'Adepte* démontre bien comment elle va être amenée à suivre des personnes, des règles (comme le végétarisme, la façon de s'habiller...) et à ne plus fréquenter que d'autres adeptes. Dans plusieurs chapitres, est évo-

quée la sexualité et les relations sexuelles instituées entre les membres du groupe. On comprend, plutôt à demi-mot, que ce ne sont pas les individus qui se choisissent mais que c'est le gourou qui décide qui fréquente qui et jusqu'à quand. C'est lui qui organise des séances de masturbation et de voyeurisme collectifs où les filles nues se masturbent devant les garçons. C'est encore lui qui caresse les cuisses des filles et les embrasse pendant ces séances.

Le temps que les personnes sont prisonnières de la secte, il est impossible pour elles de concevoir que ce qu'elles vivent est une violence, y compris sexuelle. Comme souvent dans les relations humaines, cette violence sexuelle est exercée par un homme sur des femmes, parfois sur d'autres hommes, et aussi sur des enfants. Cette violence ne fait l'objet d'aucune recherche, ni de statistiques.

Comme toutes les violences sur les femmes, elle est le plus souvent invisible, quand elle n'est pas simplement niée.

Rose Paradis

Pour s'informer et agir contre les sectes

- Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires. MIVILUDES, 66 rue de Bellechasse 75007 PARIS www.miviludes.gouv.fr
- Union Nationale des Associations de Défense des Familles et de l'Individu. UNAFDI, 01 44 92 35 92 www.unafdi.org
- Centre de Documentation, d'éducation et d'action contre les Manipulations Mentales. CCMM, Centre Roger Ikor. 01 44 64 02 40
- INAVEM - Numéro national d'aide aux victimes. N° Azur : 0 810 09 86 09 (coût d'un appel local) - www.inavem.org

le goupillon contre la santé des femmes

Non aux religions

LA REMONTÉE DU RELIGIEUX dans la vie sociale et politique, et ce dans tous les pays du monde, est très inquiétante quant aux libertés et aux droits des êtres humains. Si les femmes sont les premières cibles de tout temps, ne nous trompons pas, c'est toute la vie civile qui est visée pour être bâillonnée.

Prenons l'exemple de la santé des femmes. Faudrait-il attendre l'action des fondamentalistes pour agir? Ne devons-nous pas décrypter pour dénoncer chacune des attaques religieuses si minimes soient-elles? Les religions distillent que c'est Dieu qui conduit les destinées humaines. Dieu prime sur la raison. Pourquoi alors envisager la prévention, l'éducation à la santé, le soulagement de la douleur, si le mal atteste de la colère ou de la punition de Dieu et qu'avec une prière, chacun, chacune gagnerait le chemin du paradis ou de la rédemption?

Ainsi toutes les religions prônent l'enfantement dans la douleur et depuis des siècles les femmes l'ont accepté, alors que des pratiques antalgiques existaient depuis belle lurette. Non seulement les femmes devraient être asservies aux maternités car soumises à la loi et au bon vouloir des hommes, mais elles devraient souffrir pendant leur grossesse et lors de l'accouchement. Or toutes les études le démontrent, les grossesses précoces, répétées et rapprochées mettent en danger la santé des femmes et de leurs enfants. Qu'importe, au nom de Dieu, des fillettes sont vendues à des hommes pour faire des enfants, un chaque année, et montrer le pouvoir viril de l'homme, sa semence, et des mâles de préférence, pour la reproduction de la lignée. Combien de morts de femmes et d'enfants seraient évitées si les mariages n'étaient pas forcés, arrangés, si l'on respectait le choix et les droits des jeunes filles et des femmes? Or l'OMS, lors de la dernière journée mondiale de la santé, le 7 avril 2005, alertait sur l'ampleur de la mortalité maternelle et infantile: « Près de 530 000 femmes meurent chaque année pendant la grossesse ou l'accouchement, plus de 3 millions d'enfants sont mort-nés, plus de 4 millions de nouveau-nés meurent au cours des premiers jours ou des premières semaines de vie et, au total, 10,6 millions

d'enfants meurent chaque année avant leur cinquième anniversaire¹. » Bien sûr que de nombreuses vies seraient épargnées si la famine, la malnutrition, les guerres, l'analphabétisme, le sida n'étaient pas de ce monde. La lutte doit être sur tous les fronts.

Alors une autre idée me vient. Les textes sacrés quels qu'ils soient – ne l'oublions pas écrits, copiés, commentés par les hommes – abordent tous la question de l'impureté des femmes. Pourquoi les menstruelles seraient-elles impures? Ne révèlent-elles pas la fécondité de la femme, fécondité tant bénie! Les religions n'en sont pas à un tour de passe-passe près: impureté des femmes et pureté du lait et du bébé. Mais au nom de cette impureté, des femmes n'ont pas accès aux soins. Dans la religion juive, une femme même malade ne peut pas être aidée par son mari si elle a un malaise². Ce dernier ne peut la secourir, celle-ci étant considérée comme impure.

Quant au droit à l'avortement et à la contraception, au-delà des seuls intégristes ou fondamentalistes, ce sont bien toutes les religions qui malmènent ce droit des femmes à disposer de leur corps. Jean-Paul II comparait l'IVG à la Shoah³ tout comme il haranguait contre la contraception et la prévention du sida. Combien de morts a-t-il sur la conscience que son successeur est prêt à endosser? Si la France peut s'enorgueillir de ne plus connaître les centaines de morts chaque année dues à des avortements clandestins, l'OMS indique que 18 millions d'avortements provoqués par an sont pratiqués par des personnes dépourvues des compétences nécessaires ou dans un environnement ne répondant pas aux normes médicales minimum entraînant ainsi 68 000 décès de femmes chaque année⁴. Si les religions et l'obscurantisme de la pensée ne condamnaient pas ces droits, tout comme en France, des milliers de femmes seraient épargnées des souffrances et de la mort.

N'est-ce pas au nom des religions encore que la femme doit être vierge pour le mariage. Alors l'homme musulman peut refuser la césarienne au motif que cela peut entraîner une baisse du nombre de grossesse, la ligature des trompes est honnie



© Nicole Guidi, Dessin offert par l'artiste pour la Marche Mondiale des femmes à Marseille

mais les gynécologues-obstétriciens sont sollicités pour des certificats de virginité ou pour des réfections d'hymens⁴. Que de souffrances et d'humiliations encore endurées par les femmes!

Quant aux témoins de Jéhovah, ils refusent toute transfusion. Le Collège national des gynécologues et obstétriciens français s'est alarmé de l'ordonnance du tribunal administratif de Lille en date du 25 août 2002 sanctionnant la transfusion sanguine d'une patiente témoin de Jéhovah. Le retard à la mise en route des traitements de l'hémorragie – incluant la transfusion – est le principal facteur de risque d'une évolution fatale⁵, l'hémorragie lors de l'accouchement est la première cause de mortalité maternelle: le risque de décès maternel est multiplié par 44 chez les femmes témoins de Jéhovah en l'absence de transfusion.

À toutes les femmes violées, excisées, infibulées, mutilées, violentées, martyrisées, lapidées, mariées, engrossées, affamées ou engraisées, humiliées, objets de désir, esclaves domestiques, prostituées, enfermées;

À toutes celles qui meurent ou qui souffrent;

Et ce au nom des religions ou des habitudes dites « culturelles »;

Luttons partout contre toutes les religions, les goupillons, les kippas, les voiles, les burkas pour que chacune des femmes puisse disposer de son corps et de sa liberté, de sa santé physique et de sa santé psychique.

Hélène Hernandez
groupe Pierre Besnard
Commission Femmes de la FA

1. Communiqué de l'Organisation mondiale de la Santé, www.who.int/fr/.

2. Bézécourt J., La religion contre les femmes, www.atheism.org.

3. Tincq H., Jean-Paul II compare avortement, nazisme et communisme, in *Le Monde*.

4. Lanzac J., Blanc B., Carbonne B., Monnier-Barbarino P., Belaisch-Allart J., Laïques et fiers de l'être, in *Libération, Rebonds*.

5. Carbonne B., Communiqué de presse Transfusion des témoins de Jéhovah.